

CRISE DE L'AUTOMOBILE

ET COURSE AUX PROFITS

Notre dossier pages 10-11-12

lutte **ouvrière**

**A Renault,
A Chausson,
le P.C.F. paie
sa campagne
anti-immigrés**

P.14 et 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 665 - 28 février 1981 - prix : 5 F

Après l'échec du putsch de Madrid :

LA RÉALITÉ

DU POUVOIR



sommaire

Dans le monde

Pages 4 et 5 :

— ESPAGNE :

- Le putsch a fait long feu mais l'armée a gagné.
- Téjero : un officier égaré... qui en cache une foule d'autres.
- De la dictature militaire à la démocratie parlementaire : un choix pour la bourgeoisie espagnole.

Page 6 :

— Naples : demain la terre tremblera pour les riches.

En France

Page 7 :

— Giscard à la chasse aux voix.
— « Libération » : un combat qui cesse, faute de combattants.

Page 8 :

— Soutenez la candidature d'ARLETTE LAGUILLER.

Page 9 :

— La super (fausse) carte orange.

Page 13 :

— Sochaux : un crime au compte d'une société pourrie.
— Actionnariat ouvrier : de l'argent frais pour les patrons.
— Le Mans : grèves et manifestations des lycéens du technique.

Pages 14 et 15 :

— Chausson-Gennevilliers, Renault Billancourt : réactions des travailleurs aux attaques du PCF contre les immigrés.
— Air France : la CGT veut voler français.

Dossier

Pages 10 à 12 :

CRISE DE L'AUTOMOBILE ET COURSE AUX PROFITS

— Exporter plus : un pari pour les capitalistes, pas pour les travailleurs.
— Le plan de la CGT.
— Toujours plus d'autos : un besoin pour la société ?
— Que les capitalistes prennent sur leur capital !

Culture

Pages 16 et 17 :

— Films : *Houston, Texas* de F. Reichenbach ; *Rude boy* ; *L'amour handicapé* ; *Changement de saisons* ; *Le roi des cons*.

Pages 18 et 19 :

— Expositions : *Les guerriers Ts'in* au Printemps ; *Gainsborough*.
— *Les contes de grand-père Schlomo* de Lionel Rocheman ; *Les tilleuls de Lautenbach* de Jean Egen ; *Mémoires d'une chemise rouge* de Garibaldi ; *Prisonnier de Tombalbaye* d'A. Banguir-Rombaye ; *Rue des Mamours* de Lanzmann.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Courrier des lecteurs

Le PCF et les immigrés

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt ce que vous dites de l'attitude de G. Marchais pour ce qui concerne les immigrés. Evidemment, c'est la vérité. Seulement il y a d'autres aspects que vous n'avez pas mentionnés.

Le racisme contre les immigrés cache un autre racisme plus global, plus sournois : l'antisémitisme. Or les Juifs luttent pour la liberté des Juifs d'URSS. Le PC le sait et ne méconnaît pas la question. Georges Marchais fait des immigrés un ballon d'essai et, si celui-ci réussit, il continuera avec l'antisémitisme tout court.

C'est ainsi qu'on s'y est pris en Allemagne en 1933. On a d'abord attaqué les Slaves, lesquels mangeaient le pain des Allemands. Puis on a terminé avec une industrie concentrationnaire et exterminatrice.

Que faire ?

Une belle affiche publiée par le MRAP donne la formule : « Attention ! Le racisme mène au fascisme ». (...) On peut alors les coller sur les lieux de travail, c'est une idée ! Et puis on doit discuter avec les communistes de base, qui ne sont pas tous à l'image de leur direction. Cer-

tains doivent désapprouver de telles menées ! Et surtout, n'isolons pas les immigrés, afin qu'ils sentent que ce ne sont que des minorités qui les haïssent, et non le peuple français tout entier. Mieux : adhérer en masse au MRAP ou à la LICRA. Quand on saura qu'en France il y a des ligues anti-fascistes constituées, on y fera attention !

Il y a une loi qui protège les minorités ethniques et religieuses, pourquoi ne pas l'appliquer ? (...)

Veuillez agréer mes sincères salutations.

M.-J. D, Creil

Nous ne pensons pas que la démagogie de bas étage du PCF contre les travailleurs immigrés vise autre chose qu'un racolage électoral sordide. Il ne s'agit en tout cas pas d'un ballon d'essai pour tenter par la suite de développer un mouvement de type fasciste. Et il ne faut pas oublier que, s'il y avait une montée du fascisme en France, le PCF, en tant que parti ouvrier, en serait l'une des premières victimes.

Ceci dit, le racisme, tous les racismes affaiblissent la classe ouvrière en la divisant. Et si demain l'antisémitisme toujours latent peut reprendre vigueur, aujourd'hui, c'est surtout le racisme anti-arabe qui empoisonne l'atmosphère. Et il est criminel de montrer de la complaisance pour quelque forme de racisme que ce soit, comme les dirigeants du PCF le font aujourd'hui. Et il y a certainement des militants de ce parti qui n'approuvent pas la campagne de leurs dirigeants.

Cela dit, nous sommes bien entendu solidaires du combat que mènent toutes les organisations anti-racistes. Mais au-delà, nous militons avant tout pour que disparaissent les causes du développement d'un racisme. C'est en supprimant la société de classes et l'exploitation de l'homme par l'homme qu'on supprimera définitivement le racisme et toute possibilité aux exploités d'aujourd'hui de plonger l'humanité dans un tel holocauste. Nous sommes des révolutionnaires socialistes, et nous pensons que c'est cela, l'antiracisme le plus conséquent.

La lutte des lycéens de Lyon

Chers camarades,

Nous sommes un petit groupe du lycée Récamier de Lyon et, suite à votre article du 13-02 sur la grève des lycées lyonnais, nous aimerions vous raconter ce qui s'est passé sur notre bahut.

Après les suppressions de plus de 140 postes d'enseignants dans le département du Rhône, nos profs s'étaient déjà mobilisés. Et lorsque les copains de Jean-Perrin, lycée le plus touché sur Lyon (7 suppressions de postes), sont venus nous demander de rejoindre leur mouvement de grève, nous avons immédiatement décidé de faire des assemblées générales pour organiser la grève. En effet, à Récamier ce problème nous touche aussi puisque déjà, l'an dernier, 5 postes avaient été supprimés et 3 cette année, alors que l'effectif a augmenté de 200 élèves en 2 ans.

Nous avons aussitôt élu un comité de grève et créé les commissions : carrefours-débats, presse-information et inter-lycées. Des groupes sont allés voir d'autres lycées voisins, afin d'assurer une liaison permettant une cohésion du mouvement. D'autres sont restés dans le lycée pour préparer les pancartes et les banderoles, chacun essayant d'apporter sa contribution au mouvement. C'est ainsi que, la semaine dernière, nous avons participé aux quatre manifestations organisées sur Lyon. Et c'est dans la bonne humeur et au son du clairon, d'un tambour et d'une trompette qu'on a scandé, entre autres slogans : « Guichard, Haby, Beullac, même mic-mac ». Une bande dessinée montrait aussi Barre en train de faire son sale boulot.

Depuis lundi 16 février, les cours ont repris, mais nous gardons toujours des contacts

entre lycéens. Ainsi un piquet géant a été organisé, place Bellecour, mardi 17 février, regroupant plus de 200 élèves de différents bahuts.

Cette grève aura été pour nous l'occasion d'organiser des débats entre élèves, comme nous voulions le faire depuis

longtemps, entre nous à Récamier, mais aussi avec les élèves des autres lycées.

Maintenant, on se connaît mieux et, si jamais ça recommence à bouger après la rentrée, nous serons mieux armés pour recommencer.

Communiqué du Groupe de Solidarité avec les Déserteurs

Le 19 février, Thierry Caradec était condamné à huit mois d'emprisonnement par le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris.

Refusant de servir une armée dont il conteste l'existence, il avait déserté et rejoint le Groupe de Solidarité avec les Déserteurs, tout comme Jean-Daniel Bolzer, et Alain Negron, eux aussi

appelés-déserteurs.

Indigné par cette lourde peine, et en soutien à ses deux camarades qui comparaîtront respectivement le 27 février devant le TPFA de Rennes et le 6 mars devant celui de Bordeaux, il commence ce jour une grève de la faim.

Il réclame par cette action la libération de tous les déserteurs incarcérés.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 150 F

pour une période de six mois : 85 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 50 F

CEUX DU TECHNIQUE

(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte

Ouvrière)

pour une période de un an : 10 F

ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Après le putsch à Madrid

LA RÉALITÉ
DU POUVOIR

APRÈS son échec, la tentative de putsch du colonel Tejero, qui avec 150 gardes civils a retenu pendant une nuit les députés espagnols en otages, peut paraître bien dérisoire. Et les scènes, montrées à la télévision, des policiers en bicorne faisant d'un coup disparaître les députés derrière leur pupitre ressemblaient peut-être à des scènes d'opérette. Mais si les bicornes étaient en carton bouilli, les fusils, eux, ne l'étaient pas.

Et ce sont eux qui donnaient tant de pouvoir à ces soudards grotesques. C'est devant eux que le Parlement s'est jeté à plat ventre comme un seul homme. Et c'est tout un symbole.

Oh ! bien sûr, il s'en est relevé. Le coup d'Etat a échoué. Et on peut se dire que seuls quelques individus isolés aspiraient à un coup de force, et que cela ne correspond aujourd'hui ni à la volonté de l'ensemble de l'armée, ni aux intérêts de la classe dominante. Mais il n'empêche qu'il a suffi de l'intervention d'une poignée d'hommes armés pour réduire à l'impuissance les députés. Et pendant que le Parlement était pris en otage, l'avenir du régime espagnol lui-même a été lié à l'attitude que prendrait l'ensemble de l'état-major.

Cela montre à quel point le sort du régime parlementaire dépendait du choix de l'armée. C'est dire que c'est bel et bien elle qui détient la réalité du pouvoir, et non pas les politiciens qu'elle laisse s'agiter sur le devant de la scène, tant qu'elle choisit de rester elle-même dans les coulisses.

Oui, la démocratie parlementaire en Espagne est en liberté surveillée ! Surveillée par l'armée !

On nous dit que c'est à cause du terrorisme basque, de l'ETA, que le régime démocratique est fragile. Mais ces officiers qui complotent quasi en permanence et presque ouvertement, qui comme Tejero n'en sont pas à leur première tentative, ce n'est tout de même pas l'ETA basque qui leur a confié leur commandement et qui les a laissé agir jusqu'ici ? Car non seulement ces gens-là bénéfi-

ciaient de nombreuses complicités dans l'armée et dans la police mais, en outre, c'est par la volonté de l'ensemble de l'appareil d'Etat espagnol, dont ils faisaient partie, y compris de ses dirigeants, qu'ils étaient maintenus à leur poste. Et si aujourd'hui ceux qui se sont le plus mis en avant dans ce putsch avorté ont été destitués, il en reste bien d'autres qui rêvent d'étrangler les libertés démocratiques, et plus encore qui sont prêts à le faire demain, s'ils pensent que c'est nécessaire à la défense des intérêts des classes possédantes.

Et il n'y a pas qu'en Espagne que la démocratie parlementaire est en liberté surveillée. Il n'y a pas qu'en Espagne que l'armée peut sortir des casernes et prendre directement les choses en main. Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps nous avions, nous aussi, nos généraux putschistes. Il y aura tout juste 20 ans en avril prochain, les Zeller, les Jouhaux et les Challe se mutinaient en Algérie et seraient venus imposer leur politique à Paris s'ils avaient été suivis.

Trois ans plus tôt, en mai 1958, c'étaient les mêmes qui, avec Salan, avaient porté le coup final à la IV^e République en exigeant qu'on fasse appel à De Gaulle.

Oui, ici aussi, l'armée peut faire brutalement irruption sur la scène politique et bousculer les institutions parlementaires. Car ce n'est pas seulement parce que l'appareil d'Etat espagnol est issu du franquisme qu'il peut compter des candidats putschistes en son sein. Cela tient à la nature même de l'appareil d'Etat, formé avant tout de bandes d'hommes armés, chargés de défendre les intérêts des possédants. Ce sont cette armée, cette police, qui sont les véritables dépositaires du pouvoir : derrière le masque du parlementarisme, quand les possédants l'estiment souhaitable ; ouvertement, crûment, quand la bourgeoisie juge plus simple et plus sûr de recourir à la dictature.

Et ici aussi, les institutions parlementaires ne sont qu'une façade, qui cache la réalité du pouvoir. Elles servent à faire croire à la population que c'est elle qui décide, ou du moins que ce sont ses représentants élus qui décident en son nom.

En fait, pour la population laborieuse, il n'y aura jamais de démocratie véritable, ni de libertés démocratiques assurées, tant que ce seront les puissances d'argent qui détiendront les leviers de commande économiques, et leur police et leur armée qui détiendront les armes, qui sont le véritable instrument du pouvoir.

Il n'y aura pas de démocratie véritable pour les travailleurs tant qu'ils n'auront pas exproprié les possédants et licencié les bandes d'hommes armés que ceux-ci entretiennent à leur service, tant que ce ne seront pas les travailleurs eux-mêmes qui prendront en main les destinées de la société, sa paix et sa sécurité.

Arlette LAGUILLER

Une condamnation à mort de plus :

Une société qui n'est pas sortie
de la barbarie

Les jurés de la cour d'assises de Créteil ont condamné à mort Yves Maupetit. S'ils ont envisagé, comme l'avait fait le procureur général dans son réquisitoire, de condamner également à mort sa compagne Jeanine Terriel, ils ont finalement prononcé contre celle-ci une peine de réclusion criminelle à perpétuité. Non pas parce qu'ils ont départagé les responsabilités, mais parce qu'ils ont accordé à la femme des circonstances atténuantes.

Est-ce qu'on peut comprendre pourquoi Maupetit est envoyé à

la guillotine et la vie de Terriel épargnée ? Et est-ce que les récents procès d'assassins qui, en fonction des avocats généraux ou des jurés, se sont traduits tantôt par des peines de mort tantôt par des peines de prison, ne peuvent pas faire apparaître tout cela que comme une macabre loterie ?

Toujours est-il qu'il y a aujourd'hui un septième condamné à mort dans les prisons. C'est la « justice populaire », nous dit-on, parce que ce sont des jurés désignés par tirage au sort sur des listes électorales qui décident.

Mais les jurés de Créteil ont-ils seulement été horrifiés par les crimes de Maupetit et de Terriel, ou bien ont-ils été influencés par les campagnes répétées pour la peine de mort et les appels à plus de répression de tout ce que la France compte de réactionnaires ou de ministres démagogues ? Nous ne saurions le dire.

Bien sûr, les crimes commis par Maupetit et Terriel sont des crimes monstrueux, et il faut être malade, débile ou dégénéré pour commettre des actes aussi horribles et aussi odieux. Mais

justement, face à ces crimes et au dégoût qu'ils nous inspirent, que penser de cette justice, de ces juges, de ces jurés qui, du haut de leur bonne conscience, décident de faire finalement à ces gens-là ce qu'ils leur reprochent d'avoir fait ?

C'est justement parce qu'il s'agit de crimes monstrueux que l'argument de l'exemplarité de la peine de mort paraît vide de sens. Comment l'exemplarité peut-elle jouer sur des individus pareils ? Si la misère et la déchéance peuvent donner naissance à des Maupetit ou à des

Terriel, comment penser que ceux-ci peuvent être touchés par l'exemplarité ? Il n'y a pas d'exemplarité qui tienne lorsqu'il s'agit d'assassins comme ceux-là. Alors la réaction de la société à leurs crimes, la condamnation à mort, apparaît pour ce qu'elle est : une vengeance qui n'empêchera pas d'autres Maupetit de faire la même chose dans un, deux ou trois ans. On aura simplement ajouté au crime de deux dégénérés le crime légal, officiel, d'une société qui n'est pas sortie de la barbarie.

Louis GUILBERT

De la dictature militaire à la démocratie parlementaire Un choix pour la bourgeoisie espagnole

La mort de Franco à la fin de l'année 1975 fut le signal pour la bourgeoisie espagnole pour amorcer une réforme du régime et remplacer la dictature ouverte des militaires par un régime de démocratie parlementaire. En effet, la dictature franquiste, surannée à plus d'un titre, n'apportait pas que des avantages à la bourgeoisie. Cette évolution, préparée d'ailleurs du vivant de Franco, se fit d'ailleurs on ne peut plus en douceur, dans le cadre de la légalité franquiste, d'en haut, avec des hommes qui avaient été pendant des années les plus fidèles serviteurs de la dictature. Le nouveau monarque, Juan Carlos, désigné par Franco lui-même pour assurer sa succession, en est le meilleur exemple.



Juan Carlos fut désigné comme successeur à la tête de l'Etat espagnol par le dictateur Franco. (AFP)

POURQUOI CETTE RÉFORME POLITIQUE ?

L'époque des années 1970 a subi des transformations notables par rapport à ne serait-ce que celle des années 1950. Le boom économique des années 1960 s'est traduit par un certain enrichissement, et une modernisation de la société espagnole. La lourdeur de la machine dictatorial ne répond plus par maints aspects aux problèmes de la bourgeoisie espagnole.

D'abord dans ses efforts pour se tourner vers le marché européen, il lui faut donner à son régime un visage plus avenant ne serait-ce que parce que la libéralisation du régime était posée comme une condition

d'admission au Marché commun, par les différentes bourgeoisies européennes. La bourgeoisie des autres pays européens ne voulait évidemment pas risquer de subir la libre concurrence avec un pays où les questions de salaire et de conditions de travail se réglaient à coups de matraque.

Par ailleurs, face au mouvement ouvrier renaissant, la dictature n'apparaissait plus non plus pour la bourgeoisie espagnole comme la meilleure façon d'exercer sa domination. D'une part parce que la dictature franquiste elle-même avait évolué et n'avait plus le même caractère aussi féroce anti-ouvrier que le régime franquiste des années 1936-1939. Mais aussi parce que ce régime dictatorial s'avérait dépourvu de tous les tampons qui existent dans les régimes de démocratie destinés à amortir les heurts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. De fait on avait vu des grèves que la dictature avait bien été incapable d'enrayer. Et lorsque les patrons à la recherche d'un compromis avaient ouvert des négociations, c'était avec des organisations illégales, comme les Commissions Ouvrières, qu'ils avaient dû se résigner à le faire.

Un régime parlementaire, comme il en existait dans les pays voisins, présentait l'avantage pour la bourgeoisie espagnole de répondre de façon plus souple aux revendications ouvrières, d'amortir éventuellement les heurts sociaux. Donner une existence légale aux organisations ouvrières jusque-là interdites, c'était donner aussi pignon sur rue à des avocats de la classe ouvrière, et éviter par là-même qu'elle ne soit tentée d'intervenir directement sur la scène politique et sociale.

C'est donc dans ce contexte et pour toutes ces raisons que Juan Carlos entreprit de mettre en place la réforme démocratique, c'est-à-dire de mettre sur pied une constitution et un Parlement.

LE CHEMIN DE LA RÉFORME

L'« ouverture » politique préconisée par Juan Carlos n'avait pas pour autant que des partisans dans l'Espagne d'après-Franco. Nombre d'anciens franquistes ne voyaient pas de raisons de changer de régime, tant par convictions politiques que pour ne pas perdre des prérogatives qu'ils devaient au système franquiste. C'était le problème notamment de faire accepter aux dirigeants militaires, à l'état-major, la mise en place d'un système parlementaire. C'est à cette tâche que s'est attelé Juan Carlos, nommé chef de l'armée, aidé de son Premier ministre Sua-



Le Parlement espagnol, façade démocratique du régime espagnol.

(AFP)

rez. Ce dernier, patronné par tous les grands noms de la finance espagnole, mettait sur pied le parti parlementaire dont la droite avait besoin. Nommé président du gouvernement en juillet 1976 par le roi, très vite il recevait Gonzales, le dirigeant du Parti Socialiste, premier pas d'une politique qui allait lui permettre de faire entrer l'opposition de gauche dans son jeu.

Et en septembre 1976, il réunissait les chefs les plus importants de l'armée pour leur exposer ses projets concernant la légalisation de tous les partis politiques espagnols, sauf le Parti Communiste « car nous ne pourrions pas faire cela pour nos morts, et par patriotisme », aurait-il déclaré alors aux militaires. Ce n'est que l'année suivante, à la veille des élections, que le PCE fut finalement légalisé.

Ce n'est donc qu'au terme d'une longue procédure que la réforme parlementaire s'est mise en place. Les premières élections ont eu lieu en Espagne en juin 1977, un an et demi après la mort de Franco. C'est à cette date donc qu'officiellement les civils prenaient le pas sur les militaires à la tête des affaires du pays. Cela ne se fit probablement pas sans provoquer des remous au sein de l'armée. La légalisation du PCE (qui pourtant avait fait allégeance au roi comme tous les autres partis), entraîna même la démission du gouvernement d'un amiral, Pito de Veiga, qui tenait ainsi à protester publiquement.

LE BILAN POUR LA BOURGEOISIE... ET LES TRAVAILLEURS

Finalement la transition s'est opérée sans heurts ni bouleversements majeurs. On peut même constater que plus de cinq ans après la mort de Franco, face à la crise économique, les classes dominantes se sont même trouvées en meilleure position par rapport à la classe ouvrière que si elles avaient essayé de maintenir envers et contre tout une dictature usée. La collaboration des partis de gauche et des syndicats, le soutien apporté par les organisations ouvrières au gouvernement a même permis à la bourgeoisie de s'en prendre ouvertement au niveau de vie des travailleurs. Non que la classe ouvrière n'ait pas fait preuve de combativité. Mais les dirigeants des Commissions Ouvrières et de l'UGT, fidèles en cela à la politique

du PC ou du PS, n'ont rien eu de plus pressé que d'accepter un plan d'austérité, lors du pacte de la Moncloa, par lequel ces syndicats s'engageaient à maintenir les revendications ouvrières à un taux inférieur à celui de l'inflation.

Le seul problème d'importance auquel se heurte actuellement le régime espagnol est le problème basque.

Tous les changements juridiques, le statut de semi-autonomie accordé au Pays basque n'ont pas suffi à désarmer la résistance d'une partie de la population, ni à mettre fin à la guerre civile larvée qui règne dans cette province. L'Etat espagnol n'a finalement d'autre recours pour maintenir son autorité que l'emploi de la force, comme au temps de la dictature, c'est le recours systématique à la police, à la Garde Civile et à l'armée. C'est précisément à ces forces armées, à celles à qui le roi demande de ne pas se mêler de politique, qu'il demande en même temps d'intervenir au Pays basque.

Or il y a une certaine logique dans le fait de compter sur les militaires pour le maintien de l'ordre dans une partie du pays et dans le fait que ceux-ci réclament par là-même plus de pouvoir. C'est au Pays basque que la Garde Civile et la police de l'Etat espagnol souhaitent avoir les coudees plus franches pour régler à leur façon le problème basque. Mais un tel problème, s'il joue le rôle d'un abcès de fixation, et cristallise toutes les rancœurs de la police et de l'armée à l'égard du système parlementaire, ne peut rester entièrement circonscrit aux frontières du Pays basque. Il est révélateur d'une crise qui touche l'ensemble de l'appareil d'Etat espagnol et met en cause le parlementarisme.

Est-ce que cette crise sera surmontable ou pas ? Est-ce qu'il s'agit des séquelles d'un régime de dictature dépassé ou bien du début de la gangrène du régime espagnol ? L'avenir le dira. Et cela dépendra en grande partie de l'évolution de la situation en Espagne.

Si demain, au problème basque vient se conjuguer l'aggravation de la crise économique, et si la classe ouvrière apparaît comme un danger pour la bourgeoisie espagnole, l'armée est toujours là comme recours pour occuper de nouveau ouvertement le devant de la scène politique, et pour envoyer au rencart la démocratie parlementaire, et les quelques droits et libertés qu'elle abrite. Et maintenant, il est au sein de l'armée nombre de cadres qui brûlent de l'envie que cela arrive au plus vite.



Après l'amnistie accordée à certains prisonniers politiques par Juan Carlos, Camacho, leader des Commissions Ouvrières, sort de la prison, en décembre 1975.

Tejero : un officier égaré... qui en cache une foule d'autres

Le coup de force du 23 février contre le Parlement espagnol s'est donc terminé par un échec des putschistes. L'irruption de 150 à 200 gardes civils arme au poing, dans l'hémicycle parlementaire, au moment où, en présence des ministres, les députés passaient au vote pour désigner le nouveau Premier ministre, n'a pas été le signal du soulèvement de l'armée contre le régime parlementaire espagnol. Ce coup de force est resté un acte isolé. Il n'a suscité nulle part dans le pays des mouvements de soutien ouvert de la part de l'état-major, sauf à Valence où le chef militaire, le général Milans del Bosch, a fait quadriller la ville de ses blindés pendant toute la soirée du 23 février, manifestement prêt à aller plus loin si la situation évoluait favorablement pour lui à Madrid.

Mais ce n'est pas parce que Tejero a été peu ou pas suivi qu'il faut le présenter comme une brebis égarée, au sein d'une armée respectueuse de la démocratie.

D'une part, il semble bien que la tentative de putsch n'émanait pas que du seul colonel de la Garde Civile. Mercredi soir, on apprenait que le cas de Valence n'était pas isolé, mais que des mouvements avaient eu lieu dans diverses garnisons, à Burgos, à Séville, et même jusqu'aux lointaines Canaries.

La destitution du général Armada, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, montre de l'aveu même du gouvernement que Tejero disposait d'appuis haut placés. D'ailleurs, le ralliement de l'armée au roi ne s'est opéré qu'en fin de soirée, et il a fallu plusieurs heures, et de nombreux appels téléphoniques du roi à tous les chefs d'état-major, pour que l'armée consente à faire connaître sa décision. Celle-ci, semble-t-il, n'a pas été obtenue sans mal.

D'ailleurs, le coup de main du colonel Tejero intervient après toute une série d'avertisse-

ments, d'appels publics à l'armée. Le journal *Le Monde* cite cet appel à la rébellion émanant d'un général, ancien vice-premier président du gouvernement de la monarchie, le général Santiago de Mendivil : « *L'heure est venue de passer à l'action* », écrivait-il début février, dans un journal d'anciens combattants franquistes, « *le point de non-retour a été atteint* ».

Tout cela au moment où la grogne de la Garde Civile est publique surtout après la démission en série de hauts fonctionnaires de la sécurité, parce qu'ils ne toléraient pas la dénonciation par les partis politiques des tortures policières.

Manifestement, Tejero, s'il a été l'homme de main du complot, bénéficiait d'une foule de complicités au sein de l'armée et de l'appareil d'Etat espagnol. Et cela de longue date, car il n'en était pas à sa première tentative. En 1977, Tejero, en poste à San Sebastian, n'a pas voulu laisser hisser le drapeau basque. Muté à Malaga, il s'oppose à une manifestation autorisée, et se joint aux éléments de droite venus s'y opposer. De nouveau, il est simplement muté. C'est alors l'opération Galaxie, en novembre 1978 : il projetait déjà de prendre en otage tout le gouvernement pendant la réunion du Conseil des ministres. Le procès a eu lieu au mois de mai dernier, aboutissant à des peines de prison de... six mois pour les officiers impliqués ! En fait, il a été assigné à résidence quelque temps.

Tejero est peut-être un maniaque du coup de force. Mais il n'y a pas que sa responsabilité qui soit en cause. Non seulement on l'a laissé en liberté mais à chaque fois, même après l'affaire Galaxie, on lui a redonné son grade et poste de commandement dans la Garde Civile.

Pas question pour la hiérarchie militaire de laisser le pouvoir civil s'en prendre à l'un des

mais l'armée a gagné

Les putschistes voulaient-ils le retour à une dictature militaire, ou le retour à un gouvernement plus dur qui donne toute latitude à l'armée pour régler à sa façon le problème basque... il est difficile de le savoir.

Par contre, on voit déjà les conséquences de leur action. La première conséquence immédiate a été le renforcement de la majorité gouvernementale. La crise gouvernementale ouverte en janvier avec la démission du Premier ministre Suarez a trouvé, grâce à Tejero, une issue. Calvo Sotelo, le nouveau Premier ministre pressenti (plus marqué à droite que son prédécesseur), qui n'avait pas réussi jusque-là, s'est trouvé une majorité absolue (grâce au ralliement entre autres des députés catalans). Et sans doute, ce nouveau Premier ministre, dans le climat politique actuel, va-t-il trouver un appui plus ou moins ouvert au sein des partis de gauche, au nom du même raisonnement

qui les a amenés à soutenir son prédécesseur Suarez de 1976 à 1978 : la nécessité de serrer les coudes pour protéger le système parlementaire face aux menaces de l'extrême-droite et de l'armée.

Car c'est cela le premier résultat du putsch : dès le soir-même, on a vu les hommes politiques de tous bords se resserrer derrière l'ombre protectrice du roi.

C'est au roi que tous ces gens-là ont demandé de les sauver du sabre de l'armée. Il fallait voir tout ce beau monde parlementaire, à peine libéré des Cortès, se précipiter chez le roi, faire la queue pour pouvoir lui serrer la main, se faire reconforter et tapoter affectueusement dans le dos.

Quel beau climat d'unanimité, droite, gauche, confondues, pour faire allégeance au roi et le remercier de les avoir si bien protégés, eux et la démocratie.

Un député tout fier de lui déclarait en sortant des Cortès : « *Je crois que nous avons donné un haut exemple de ce qu'est le Parlement* ». Un haut exemple, c'est beaucoup dire. Mais l'exemple de l'impuissance, certainement.

Evidemment les formes parlementaires ont été sauvegardées, malgré le putsch. Il faut croire que l'armée dans sa majorité n'avait pas l'intention d'aller contre, peut-être n'a-t-elle tout simplement profité de l'occasion que pour imposer un certain nombre d'exigences.

Dans le cadre de la constitution ainsi préservée, c'est l'autorité du roi qui est sortie renforcée. Il est apparu comme l'arbitre. Accepté, soutenu par tout le personnel politique, l'armée l'a reconnu comme chef.

Mais dans toute cette affaire, le pouvoir, lui, n'a pas changé de mains : il a été, est et reste à l'armée.

siens. Et il faut croire aussi que Tejero rencontrait le soutien et l'appui de toute une partie de l'appareil militaire.

Et il aura fallu cette dernière tentative de coup d'Etat pour qu'au sein de la caste militaire ceux qui avaient jusque-là soutenu Tejero, l'abandonnent prudemment au cours de l'opération.

Les putschistes ont échoué. Sans doute Tejero et quelques officiers vont-ils être condamnés ou sanctionnés. Mais même si quelques gradés se voient relevés de leurs fonctions, ces gens-là resteront prêts à servir dans le prochain coup. Et de toute façon, l'armée, dans ses rangs, en a bien d'autres, et l'armée, elle, reste intacte.

La bourgeoisie sait trop bien qu'elle peut en avoir besoin demain, surtout si la crise s'aggrave et lui fait craindre les réactions de la classe ouvrière.

Une politique criminelle

« *Il faut un gouvernement plus fort pour renforcer la démocratie* » déclarait au lendemain du putsch un député communiste espagnol à la télévision française. Pour les partis de gauche, face aux menaces de l'extrême-droite et de l'armée, l'heure serait à la politique d'Union nationale, et tous de proposer leurs services. Gonzalès, le leader du Parti Socialiste (PSOE), propose la constitution d'un gouvernement de coalition avec la droite. Cependant que Carillo, le leader du PCE, lui aussi, partisan d'un gouvernement fort d'Union nationale avec les socialistes, ne pousse même pas l'ambition jusqu'à y réclamer des places pour son parti, mais annonce qu'il soutiendrait un tel gouvernement.

Tous ces gens-là ont la même politique. Pour eux, la démocratie est menacée, et c'est grâce au roi qu'elle a été sauvée, et par conséquent, il faut renforcer le gouvernement autour de la personne du roi. Carillo a même attribué au roi « *un rôle historique* », car grâce à lui la grande bénéficiaire des événements serait la démocratie.

Alors si la monarchie espagnole s'en sort bien, si le roi voit son autorité et sa cote se renforcer, si l'autorité personnelle de Juan Carlos sort même grandie de l'épreuve, c'est parce qu'à gauche comme à droite on lui tresse des couronnes, et qu'on ovationne à qui mieux mieux son nom au Parlement.

Alors, vraiment, on ne voit pas quelles raisons pourraient avoir les travailleurs espagnols de faire confiance

à des Carillo ou à des Gonzalès qui ne leur proposent, comme seule planche de salut, que le roi.

Ce roi, pouponné, éduqué par une brochette de militaires sous la haute direction de Franco lui-même ! Ce représentant d'une monarchie qui n'a d'autre pouvoir que celui qu'elle détient de l'appui que lui accorde l'armée !

Alors que font-ils ces partis de gauche, sinon chercher à attacher les travailleurs au char du vainqueur. Le roi est sorti victorieux de l'épreuve, alors ils crient encore plus fort « *Vive le roi !* ». Comme si celui-ci n'était autre chose qu'un pantin, haut placé il est vrai, mais une marionnette tout de même, dont l'armée tire les ficelles en coulisses. Ces partis proposent à la classe ouvrière de faire confiance à la légalité, à un système parlementaire garanti par le roi. Mais cela revient de leur part à dire aux travailleurs : « *Faites confiance à l'armée* ». C'est aussi criminel. Car cela revient à désarmer par avance les travailleurs devant des gens qui, eux, ont les armes. C'est dire aux travailleurs : « *Soyez des moutons. Le boucher a un couteau, mais il vous épargnera peut-être* ».

Bien sûr, aujourd'hui les quelques libertés démocratiques incluses dans le système parlementaire n'ont pas été vraiment mises en cause. Mais demain, si elles le sont, ils ne proposent rien d'autre à la classe ouvrière que de mettre la tête sur le billot. Et ils se proposent même par avance pour lui lier les mains.



NAPLES :

Demain la terre tremblera pour les riches

Vendredi 20 février, face à 10 000 chômeurs qui, la nuit durant, avaient attendu sous les arcades de la préfecture les résultats des discussions avec leurs représentants, le commissaire extraordinaire pour la reconstruction a promis que les cours de formation professionnelle payés seraient organisés pour 20 000 personnes du 15 mars au 15 juin afin de les préparer aux travaux de reconstruction.

Trois mois après le séisme du 3 novembre, la situation est dramatique à Naples, les travaux de reconstruction n'avancent pas et visiblement, cela ne va pas changer de sitôt. Surtout s'il faut attendre que la formation professionnelle ait été donnée aux chômeurs et que, seulement ensuite, la reconstruction démarre.

Or le nombre des sans-abri augmente tous les jours, 100 000 ont été recensés dernièrement. Ils étaient déjà, selon les chiffres officiels, 10 000 avant le séisme (le nombre de terre).

Deux ferries ont été réquisitionnés dans le port, des chambres d'hôtel et 8 000 villas ou résidences secondaires, inoccupées l'hiver, sur la côte, ont été réquisitionnées. A Naples même, il y a bien 20 000 logements vides, mais seulement un millier ont pu être réquisitionnés. Des baraquements, des caravanes ont été installés, mais il en manque beaucoup. Du coup, des milliers vivent un peu n'importe où : les écoles ont été envahies, 14 écoles fonctionnent seulement sur 633, 218 ont été envahies par les sans-abri, et 171

sont jugées dangereuses. D'autres familles campent à l'extérieur, sur les pelouses des places, d'autres préfèrent encore vivre dans les maisons lézardées qui risquent de s'écrouler du jour au lendemain.

Car la terre tremble encore. Depuis le 23 novembre, la terre a tremblé un millier de fois, bien sûr, pas de façon aussi importante, mais ces secousses ont lézardé encore plus les maisons, d'autres se sont écroulées. Le 14 février, une secousse un peu plus forte a eu lieu. L'aile droite de l'Hôtel des pauvres s'est écroulée, faisant 9 morts. En fait, Naples repose sur un gruyère de carrières. 200 rues de Naples ont été interdites à la circulation, elles sont trop dangereuses.

La municipalité communiste de Naples attend, afin de reloger en partie les sinistrés, des dizaines de milliers de bâtiments préfabriqués, mais ils tardent à venir.

Aux tremblements de terre s'ajoute la spéculation immobilière : certains locataires sont poussés à quitter leur appartement car leurs propriétaires peuvent obtenir 100 % de crédits de reconstruction au titre d'un projet de loi, à condition que leur logement soit reconnu totalement inhabitable. La mafia locale en profite pour engager toute une spéculation sur l'immobilier.

La ville est paralysée. Les chômeurs qui, selon le maire, étaient déjà 100 000 inscrits avant le séisme, mais dont beaucoup, selon lui, se débrouillaient pour travailler au noir « sont

maintenant peut-être tout à fait sans travail ».

Et pourtant, du travail, il y en a, il y a tellement d'immeubles à reconstruire.

La situation est explosive, et on comprend la colère des sans-abri et des chômeurs de Naples. On peut imaginer également dans quelle situation doit se trouver la population de l'arrière-

pays, touchée encore plus durement par le séisme du 23 novembre.

Mais il en faut plus pour remuer la machine étatique. C'est seulement le 13 février que le gouvernement rendait public un double projet de loi sur le plan de reconstruction de 2 400 milliards de lires. Le retard de la présentation de ce projet établit

en commun par cinq ministères s'expliquerait, d'après Le Monde, par la difficulté de déterminer qui gèrera le fonds commun.

La seule chose qui puisse faire se hâter ces gens-là, c'est la peur que la colère des pauvres n'éclate. Et qu'un tremblement de terre social touche cette fois les solides maisons des riches.

Marielle LEMONNIER

Le monde dit libre fermé aux boat people haïtiens

Le Monde du 25 février 1981 rapporte que les Bahamas, ancienne colonie anglaise, sont sur le point d'expulser 30 000 réfugiés haïtiens vers leur pays d'origine.

La déportation a déjà commencé : 1 500 Haïtiens ont été enfermés à la prison de Fox Hill, prévue pour 600 détenus. Ils vivent dans des conditions d'hygiène lamentables.

Une petite île, Atholl Island, a été transformée en camp de toile où sont détenus les Haïtiens en instance de déportation.

La situation en Haïti même est très grave, la crise agricole a ruiné de très nombreux paysans qui sont venus gonfler la capitale. La population de Port-

au-Prince a quadruplé en vingt ans. Et la dictature que Duvalier et ses « tontons macoutes » font régner sur le pays pour spolier et pressurer ses habitants rend la situation encore plus dramatique.

Comment s'étonner après cela que des milliers de personnes cherchent à fuir le pays, à émigrer coûte que coûte ?

Mais où aller ? Les pays latino-américains, tels Panama, le Venezuela s'apprêtent à expulser les clandestins. La France, dans ses trois DOM et la Grande-Bretagne, dans ses dernières possessions des Petites Antilles, ont rétabli le visa pour les Haïtiens. Les USA ont aménagé un camp militaire, Fort Allen, à Porto Rico,

pour y héberger 2 000 à 10 000 immigrants haïtiens, dans des conditions faites pour dissuader les candidats à l'immigration.

La situation des Haïtiens est désespérée.

Mais entend-on les pays riches dénoncer cette situation comme on les a entendus dénoncer les boat people vietnamiens ou les réfugiés cubains ?

Non. Ils n'ont pas le droit aux premières pages des journaux ni aux reportages télévisés. On veut ignorer cette population victime d'une dictature qui a bénéficié jusque-là de l'appui et de la bienveillance des banquiers et des gouvernements du monde dit libre.

Marie-Claude SOLAC

URSS

Le congrès d'un parti qui n'a plus rien de communiste

C'est devant un parterre de 994 délégués, en théorie élus par les membres du Parti Communiste Russe, que Leonid Brejnev a tenu un discours de quatre heures. Si, du moins, il a effectivement parlé lui-même pendant tout ce temps-là. En effet, si la télévision a bien montré pendant dix minutes Brejnev lisant, il a été remplacé par la suite par un présentateur lisant le texte de son discours. Il a fallu attendre les trois derniers paragraphes pour voir ressurgir Brejnev.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu une transmission intégrale, qui en temps normal n'aurait pas manqué d'être infligée aux téléspectateurs russes ? Il ne faut pas compter sur les autorités de l'Union Soviétique pour l'expliquer. Ce petit détail, mineur en soi-même, est cependant parfaitement révélateur du climat politique de ce pays où la population est informée selon le bon vouloir des milieux dirigeants.

La tribune du congrès était dominée par un vaste drapeau rouge et un buste de Lénine. Pourtant, que reste-t-il du léninisme dans le cérémonial pompeux du congrès, dans l'attitude figée de délégués dominés par la crainte de tomber en disgrâce, de perdre par la même occasion les privilèges de leur fonction, et applaudissant Brejnev comme un seul homme ? Que reste-t-il de l'atmosphère houleuse, enfiévrée, des premiers congrès du Parti Communiste de Russie où chacun était libre de s'exprimer ?

Brejnev se prétend le continuateur de Marx, de Lénine et de la Révolution russe, mais il n'est que le continuateur de Staline qui en fut son fossoyeur.

L'URSS d'aujourd'hui a bien peu de ressemblance avec ce que les révolutionnaires de 1917 voulaient bâtir.

A l'époque, les conditions économiques étaient beaucoup plus

dures, la Russie était en pleine guerre civile et connaissait la famine mais, malgré cela, les paysans, les ouvriers, qui éliminaient des soviets, participaient aux décisions du pays. Malgré cela, les journaux pouvaient paraître librement et il existait un bouillonnement d'idées diverses.

Aujourd'hui, la participation de la population à la vie politique est nulle, comme la liberté d'expression. Les citoyens sont seulement autorisés à avaliser les décisions de la caste dirigeante.

Le programme du Parti Communiste Russe, établi à l'époque de Khrouchtchev, prévoyait l'avènement du communisme intégral pour 1981. Mais le régime actuel de l'URSS n'est qu'une caricature héritée du stalinisme et les congrès rituels qui sont organisés sont bien l'illustration de cette triste réalité.

Joëlle GERARD

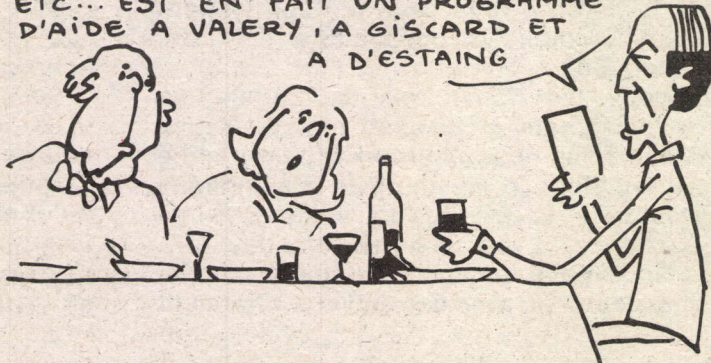


Photo AFP

Grand dîner de travail au château de Rambouillet : Giscard à la chasse... aux voix

Pour la seconde fois depuis le début de l'année, Giscard vient de réunir ses ministres au château de Rambouillet. Ce n'était pas pour un pèlerinage aux étangs de Hollande, où leur collègue Boulin mit fin à ses jours il y a un peu plus d'un an. Ce n'était pas non plus pour une séance de chasse au faisan. Non, lundi 23 février, le Conseil des ministres chassait tout simplement l'électeur.

BEDAME, BEDMOISELLE, BESSIEURS, AU CAS OU VOUS N'AURIEZ PAS COMPRIS, LE PROGRAMME D'AIDE EN FAVEUR DU MASSIF CENTRAL, DU NORD PAS DE CALAIS, DE LA CORSE ETC... EST EN FAIT UN PROGRAMME D'AIDE A VALERY, A GISCARD ET A D'ESTAING



Qu'on en juge ! Il s'agissait d'examiner les seize dernières mesures d'action prioritaires, décidées par Giscard, mesures qui, soit dit en passant, sont tellement prioritaires que le président et son gouvernement en sont encore à essayer de les faire passer dans les faits à trois mois de la fin du septennat...

Il y en a eu pour tout le monde. Pour les régions d'abord. Au menu, les programmes d'aide en faveur du Massif Central, le plan du Grand Sud-Ouest, le programme de développement de la Corse, les programmes en faveur de la Lorraine, l'axe routier Nord-Sud alsacien et la lutte contre l'habitat insalubre dans les DOM. Lors de la précédente réunion de Rambouillet, le 16 janvier

dernier, les ministres s'étaient contentés du Nord-Pas-de-Calais et de la Bretagne. Cette fois, le rythme s'accélère. Pas moins de la moitié du pays y est ainsi passée.

Et puis, pour être sûr de n'oublier personne, on a aussi parlé de la politique en faveur des banlieues où, comme chacun sait, la densité d'électeurs au mètre carré est élevée...

Quant aux mesures destinées aux différentes catégories professionnelles, la liste n'est pas mal non plus. On a causé et discourt sur la charte en faveur du tourisme, le fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires, la lutte contre l'alcoolisme, les sciences de la vie et de la société, le pacte

national pour l'emploi du personnel d'encadrement (histoire d'éviter une candidature de la CGC aux présidentielles). On a traité de la présence radiophonique de la France dans le monde, du statut de la magistrature, de l'université, des salaires des instituteurs, des retraites de l'enseignement privé et des procédures fiscales, etc.

Après pareil labeur, il devenait urgent de se restaurer. Le menu devait être aussi copieux que les promesses car, au sortir de cette réunion historique, le ministre Cointat confiait à un journaliste : « On a surtout mangé » !

Ça creuse, la chasse aux voix !

Pierre VERNANT

Libération : un combat qui cesse faute de combattants

Libération a fait ses adieux à son public avec un « Je t'aime, moi non plus » à la Une, mettant ainsi un point final à une longue évolution.

Libération renonce officiellement à être un journal militant, défendant les causes de son public, le milieu contestataire d'après Mai 68. Il aspire à devenir un quotidien d'information comme les autres.

C'est que, depuis dix ans, le public de Libération a changé, l'équipe du journal aussi.

Lancé quelques années après Mai 68 par une petite équipe de militants, en particulier maoïstes, Libération se voulait un journal contestataire, s'adressant au public de Mai 68, militant pour défendre la cause gauchiste et celle des laissés-pour-compte de cette société. Il exprimait les préoccupations et la révolte de tout un milieu. Mai 68 est loin aujourd'hui. Le milieu que reflétait Libération a changé. Cela n'empêche pas Libération d'avoir gagné de plus en plus de lecteurs, qui apprécient son ton direct et mordant.

Mais le journalisme militant ne suffit plus aujourd'hui à la majorité des rédacteurs, qui ont l'ambition de faire de Libération un « grand quotidien du matin »,

un « journal complet » d'information, soumis aux mêmes impératifs de rentabilité que les autres. Cela implique le licenciement d'une partie de l'équipe, la modernisation du matériel, l'introduction de la publicité et l'emprunt auprès des banques.

Voilà comment Philippe Gavi, un des opposants au projet July au sein de l'équipe de Libération, définit le nouveau projet de Serge July : « L'accent n'est plus mis sur Libé comme un tout, une éthique, une forme d'intervention dans le monde, par sa forme, son odeur, mais comme un journal en situation normale de concurrence avec d'autres journaux : de la performance. En tant que média et non en tant qu'outil de réflexion, de machine à idées, d'ouverture quotidienne sur la liberté ».

Les rédacteurs ne seront

plus des publicistes au service d'une cause, mais des journalistes professionnels comme les autres, qui vont essayer de traduire en termes de rentabilité leur originalité.

Ainsi donc Libération, qui s'est présenté depuis sa création comme un journal militant du courant spontanéiste, n'aura milité que le temps qu'il aura été porté par la vague de Mai 68. Et force est de constater qu'il n'existe pas au sein de ce courant des gens assez militants pour poursuivre l'expérience alors que la vague s'est retirée.

Ainsi, si Libération repartait, ça sera en tant qu'organe d'information soumis aux mêmes règles que les autres, les militants qui seuls peuvent faire vivre un journal d'opinion lui faisant défaut.

Dominique CHABLIS

Ouvrez la télé ! TRIBUNE LIBRE de LUTTE OUVRIERE avec ARLETTE LAGUILLER

le mardi 3 mars
à 18 h 55
sur FR3

Une date à retenir !



REUNION PUBLIQUE avec Arlette LAGUILLER

le samedi 28 février à THIERS
18 h, Salle des Fêtes

La main de Schmidt sous la jeep de Giscard

L'armée a décidé de renouveler son parc de jeeps. Elle va s'équiper de 15.000 nouveaux véhicules, à 100.000 F chacun. Cela coûtera la bagatelle de 1,5 milliard de francs... au contribuable. Il est vrai que l'armée peut se permettre ce genre de dépenses : en ce qui la concerne, le gouvernement n'applique pas sa politique d'austérité. C'est le seul budget qui ne rétrécisse pas, au contraire. Pour l'année 1980, une centaine de milliards ont été officiellement attribués à l'armée.

Il y a de quoi être indigné par ce gaspillage à nos frais.

Mais l'Humanité à d'autres sources d'indignation. Le contrat va à Peugeot, une firme privée, critique l'Humanité, qui aurait voulu que Renault, entre-

prise nationalisée, soit bénéficiaire de la commande des moteurs et des boîtes de vitesse. Quant à la suspension, boîte de transfert et transmission, elles seront fournies par deux firmes étrangères et, ce qui fait s'étrangler le rédacteur de l'Humanité, allemandes.

« S'agissant de matériel affecté à l'équipement de l'armée, on est doublement fondé de réclamer que la commande publique s'adresse exclusivement à des unités de production françaises », conclut-il.

Alors, que l'armée gaspille allègrement des milliards pour des engins de guerre et de destruction ne trouble pas l'Humanité, à condition que l'armée gaspille « français » !

Laurence VINON

Drôle de tour

Avec l'âge, la tour Eiffel a, paraît-il, pris trop de poids. Des experts ont diagnostiqué 1100 tonnes d'excédent, rien que ça, excédent dû aux nombreuses instructions que supporte le premier étage de l'édifice.

A 92 ans, cette vieille dame va donc subir une cure d'amaigrissement. D'ici 1983, les constructions inutiles et pesantes vont être détruites et, par la même occasion, de nouveaux ascenseurs installés. Logique.

Ce qui est plus surprenant, c'est qu'en remplacement de ce qui va être détruit... on va construire !

Et pas rien : des restaurants, des salles de réception et des spectacles, des bars, des boutiques à chaque étage. A croire qu'il s'agit surtout d'alléger le porte-monnaie des visiteurs.

Avec le Forum des Halles, Paris avait déjà son centre commercial underground. Voilà maintenant qu'elle va en avoir un suspendu à 100 mètres du sol. Chirac vous en donne plus !



Peyrefitte se cramponne

Peyrefitte a trouvé « *un gros défaut* » à sa loi *Sécurité et Liberté*. Eh oui, voyez-vous, « *elle est encore que partielle, donc insuffisante* », a-t-il déclaré à l'Assemblée la semaine dernière. Il aurait même toute une refonte à faire. Et Peyrefitte d'évaluer le temps nécessaire pour la refonte totale du Code pénal à une dizaine d'années de travail.

Naturellement, qui d'autre que

Peyrefitte lui-même pourrait mener à bien une telle entreprise, puisqu'il l'a commencée ? Il voit loin... Il est vrai que, dans ces temps de crise, on n'est jamais trop prudent. En tout cas, il peut déjà rebaptiser sa loi : car, visiblement, en ce qui le concerne, ce n'est plus *Sécurité et Liberté*, mais « *Liberté et Sécurité*... de l'emploi ! ».

Debré à la télé, ça renforce la natalité

Debré, qui tient à montrer qu'il n'est pas isolé, dispose lui aussi d'un comité des jeunes pour le soutenir. Délégué national adjoint de cet important organisme : un certain Laurent De Gaulle, arrière-petit-neveu du général De Gaulle. Ledit Laurent a eu ces fortes paroles pour appuyer l'élue de son cœur, que d'aucuns jugent trop vieux pour la fonction présidentielle : « *Quand il agit du salut de la nation, qui aurait l'idée de demander l'âge du capitaine ?* ».

En tout cas une chose est sûre : Debré est le seul candidat à la campagne qui réalise dès maintenant une partie de son programme. Quand il passe à la télé, les spectateurs vont se couler, et ça renforce la natalité !



Une législation qui a besoin d'un bon coup de torchon

Six jours de prison pour avoir refusé de suivre des cours ménagers. Dans quel pays cela peut-il en se passer ? Beaucoup, c'est sûr, répondraient que de telles peines ne peuvent exister que dans des régions reculées.

Ils auraient perdu. La jeune femme de 20 ans qui vient d'être condamnée pour ce motif est suisse et la scène se passe à Genève.

Dans ce pays, une législation qui date de 1925 prévoit que les jeunes filles sont obligées de suivre un enseignement « de la femme au foyer » de 180 heures, près leur scolarité. De nombreux cantons suisses ont aboli cette loi, mais il en est encore qui appliquent cette disposition rétrograde. Ainsi, ces jeunes fil-

les sont astreintes à suivre des cours où on leur apprend à devenir des maîtresses de maison exemplaires.

Certaines ont mis les pieds dans le plat et ont boycotté ces cours. Le département de l'Éducation les a dénoncées à la justice, qui les a condamnées à une amende de 90 francs suisses, soit 225 francs français. En appel, le tribunal du district de Bienne a confirmé l'amende. L'une d'entre elles n'a pas payé et s'est retrouvée derrière les barreaux.

Les groupes féministes du pays ont dénoncé cette loi rétrograde, le sexisme de la législation suisse et la discrimination dont les femmes sont l'objet.

Soutenez la candidature d'ARLETTE LAGUILLER aux élections présidentielles

Nous poursuivons, comme nous poursuivrons chaque semaine, la publication de la liste de tous ceux qui soutiennent financièrement la candidature de notre camarade.

Nous les remercions de ce soutien financier, qui nous est indispensable. Grâce à lui, nous pourrions faire entendre un peu plus fort, au cours de la campagne électorale, la voix des travailleurs révolutionnaires, la voix de notre candidate.

Nous nous engageons dans la campagne électorale avec des moyens infiniment

moindres que les grands partis politiques qui, eux, vont dépenser des milliards.

Et toutes les sommes, même modestes, que nous pourrions mettre bout à bout nous sont indispensables.

Souscrire représente un effort financier. Mais nous sommes sûrs aussi que nombreux sont ceux qui sont prêts à le consentir, afin que la voix d'une travailleuse révolutionnaire s'élève dans cette campagne électorale.

ALORS, SOYONS PRÊTS A SOUSCRIRE ET FAIRE SOUSCRIRE !

CLERMONT-FERRAND : PTT Neuilly 150. Enseignante Dompierre 100. Martin, La Combelle 40. Alain, enseignant Riom 50. Un technicien Michelin 100. André (retraité) 100. J. Daumin (employée) 50. Marc (ouvrier Michelin) 100. Claudy (employée) 50.

MONTLUÇON : Vial J.L. 50. Vincent Jacqueline 20.

MONTBELIARD : Anne-Marie Diez 100. Militant du PS à Peugeot 10.

BELFORT : Un travailleur intérimaire 80.

STRASBOURG : Sympathisant de Haute-Pierre 100. Enseignant de LEP 100. Enseignants de Haute-Savoie 50. François 240. Ouvrier GM 40.

MARSEILLE : Etudiant Saint-Jérôme 100. Ex-étudiant Saint-Jérôme 100. Kinésithérapeute 100. Chantiers Navals de La Ciotat : Gineste 20. De Naia 20. Roux 20.

ANGOULEME : Une camarade 200.

LYON : Vielfaure 50. A. Releaux 200. Mère d'un copain 100. Rousset 50. Mme Georgevail 30. Un étudiant INSA 150. Un étudiant INSA 30. Mme Beal 100. Un lecteur de Tarare 50. Catemacci 100. Clair 10. Vuillaume 10. Sautram 50. Un étudiant INSA 30. C. Bonneville 50. Annick 30. Talfarel Fernandez (agent des impôts, ouvrier majorette) 100. E. Roux (fidèle à LO et à A. Laguiller) 310. Lyon-RVI : Un ouvrier 40. Joël 100. Un ouvrier 5. M. Perres 15. Un ouvrier 5. Un travailleur immigré 10. Un ouvrier 20. Un ouvrier 15. Un ouvrier 15.

LIBOURNE : Joël 50.

BORDEAUX : Un vieux copain à la braderie 35. Nicole Herter 30. Catherine Simone 30. Michel 10. Garcia 50. Mère copain 30. Camille Bernard 25. Crieri 30. Jean-Pierre 20.

PAU : Professeur lycée 50. Maire sympa « Pour la campagne d'Arlette » 50.

LILLE : Georges, FCB 50. Bernard, FCB 10. Jean-Pierre,

FCB 20. Daniel, FCB 30. Jean-François 40. Un cuisinier 100. Colette et Serge 100. Lisiane 10.

HOUDAIN : Filbien 100. Robert 50. Sénéchal 30. Régine 50. Marie-José 20.

ARRAS : M. et Mme Pelletier 50.

ROUEN — CRAM : Buner 10. Cahard Sylviane 5. Léonard Adrien 10. Toussaint Chantal 5.

TOULOUSE : Un camarade 1500.

NEVERS : Assistante sociale 100. Un retraité, pour la révolution 100.

ETAMPES : F, un collègue 50. M, une collègue 50. S, une collègue 50. Soutien à la campagne 5.

VIERZON : Daniel Mouillet, Unelec 100. Un copain 20. Un sympathisant 50. Claude 100. Un vieux de la vieille 15. Une enseignante 100. Réunion Vierzon 40. Une travailleuse Nadella 15. OS Nadella 10.

BRIVE : Albert 100.

ARGENTAT : Pernelle 100. Ménard 50. Françoise 15. Pascale 50. Foucault 50. Rolland 20. Serge 30.

LIMOGES : Un ouvrier Saviem 50. Une infirmière CHU 100. Jean 20. Marcel C. 20. Liliane B. 30. Etienne C. 20. D. Vanderborcht 50. Laurent 50. Jean Line 20. Jocelyne 10. Un employé RVI 20. Claude 10.

BOURGES : Une ouvrière 200. Un copain 20.

ORLEANS : Une sympathisante 700. Christiane Hauchère, CCP 100. Martine, CCP 20. Alain, CCP 10. Monique, CCP 20. Nadine, CCP 20. Guylène, CCP 20. Girard Daniel 1000. Une sympathisante 100. George 5000. Catherine Houry 50. J.-Cl. Voujon, PTT 200. L.C. 300.

DIJON : Gaëtan Jacqueline 30. Lopes 100. Retraité 20. P.S. 100. J.S. 50. De March J. 50. Sympathisant 100. Michel 50. Paul de Marsancy 30. Grillet Laurence 30. G.B.M. 300.

Anonyme 200. Anonyme 50. Anonyme 50. Mireille et Jo, PTT 50. Michèle, PTT 100.

RENNES : Une retraitée 100. Une retraitée 50. Un ouvrier Citroën 50. Une retraitée, pour un acompte 5. Employée de bureau 250. A.M. 10. R.D. 10. B.D. 5. A.C. 10. P.D. 12. Un copain de Noyal 50. Pour arrondir 3.

SAINT-BRIEUC : Le Marchand 300. Mère d'un copain 200. Une sympathisante 20. Joël 50. Maryse 100.

NANTES : S.K. 100. X. 2000.

DIVERS PROVINCE : Brigitte, prof 100. Flahaut Christian 20. Flahaut Jacqueline 20. Cambior Patricia 50. Patrick Lille 100. Moray Françoise 20. Vincq Christian 50. Vincq Louis 20. Maréchal Paul 20. Maréchal Michel 100. Femme de ménage (ville d'Albert) 50. Pinte Monique (Alpes-de-Haute-Provence) 500. Conseiller municipal Patay (Loiret) 100. Un maire de Saône-et-Loire 100. Anne-Marie Raimondi (Saône-et-Loire) 80.

REGION PARISIENNE : Lycée de Noisy-le-Sec : Berger 100. X. 50. Schaefer 95, 10. Vial 300. Connan 50. Bret 100. Arrer 50. Hassan 20. Pour arrondir 4,90.

ALSTHOM-ATLANTIQUE : Le Bourget : Un travailleur du montage 20. Un travailleur intérimaire 20. Un travailleur 20. Un travailleur 10.

DIVERS PARIS : Un artisan horloger 10. Un travailleur comptable 10. J.-L. Saint-Charles 20. Boulangerie domontoise (le boulanger de la fête) 500. Pierre et Marie 30. Roussin 10. Patrick 100. June 100. Irène 20. P.G. 200. P.R. Viverol 25. Alain Viverol 10. Goussangette 50. Brosson 10. Ouvrière SKF 15. Tonneur SKF 20.

Total de la semaine : 23 700 F.

Total à ce jour : 32 484 F.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE A MONTBÉLIARD

SAMEDI 7 et DIMANCHE 8 MARS

SALLE DE LA HALLE POLYVALENTE

avec, cette année, la participation de notre camarade

ARLETTE LAGUILLER

Allocution prévue dimanche à 16 heures

LA SUPER (FAUSSE) CARTE ORANGE

Le conseil régional de l'Île-de-France, la SNCF et la RATP viennent de se mettre d'accord pour la création d'un nouveau titre de transport concernant les usagers de la grande banlieue parisienne habitant au-delà de la 5^e zone de la carte orange, dans la couronne située entre 40 et 75 km autour de Paris. L'application de cette mesure pourrait se faire à partir d'avril prochain...

Mais l'amélioration apportée par ce nouveau titre de transport est bien maigre. Jusque-là, ces usagers devaient acheter une carte hebdomadaire SNCF et une carte orange ou une carte hebdomadaire RATP. Le nouveau « titre unique de transport » (TUT) leur permettra de n'acheter qu'un seul titre de transport.

Mais s'il est souvent appelé pompeusement « super carte orange », ce nouveau titre de transport n'en présente pas du tout les avantages. En effet,

alors que la carte orange permet, sans nombre limite, toutes les relations sans distinction dans un rayon d'environ 40 km autour de Paris, le TUT ne permettra l'utilisation illimitée que d'une seule ligne SNCF Paris-banlieue, n'ouvrant accès aux avantages de la carte orange que pour les zones 1 et 2, soit Paris et sa banlieue immédiate.

Quant aux tarifs, les avantages sont quasiment nuls. Ainsi un usager venant de Creil (51 km de Paris) qui dépensait jusqu'à présent 45 francs par semaine pour l'achat de sa carte SNCF et 85 francs pour une carte orange deux zones, soit 280 francs par mois en moyenne, paiera exactement la même somme avec le TUT. Quant à celui de Crépy-en-Valois (61 km), il lui en coûtera même 2 francs de plus : 295 francs au lieu de 293 francs en moyenne !

Les avantages sont donc bien maigres pour les usa-

gers. Cela, parce que ni l'Etat ni la SNCF n'ont accepté de financer une quelconque diminution des tarifs. Pour la même raison d'ailleurs, les usagers d'Orléans, Chartres, Vernon, Provins ou Montereau, villes situées au-delà de la limite des 75 km fixée pour l'application du TUT, seront exclus de ses quelques avantages. Etendre à ces secteurs les plus éloignés cette nouvelle mesure représentait, paraît-il, 290 000 francs de charges supplémentaires. Et pour l'Etat, c'est trop en ces temps d'austérité.

Le gouvernement arguait qu'il serait injuste de faire supporter à l'ensemble des contribuables de nouveaux avantages consentis aux seuls Parisiens. Belle hypocrisie que tout cela ! Car dans le même temps, et sans le moindre scrupule, il vient de décider de débours 300 millions, soit mille fois plus, pour éponger le déficit de Concorde.

Roger MEYNIER

RENTABILITÉ D'ABORD

« Pour exploiter le réseau comme par le passé, il faudrait 12 000 agents supplémentaires », a déclaré la Régie du métro parisien, déclaration que rapportait **France-Soir** du 21 février dernier. C'est donc la RATP elle-même qui reconnaît que son personnel est largement insuffisant. Insuffisant pas même pour lui permettre d'assurer le meilleur service public aux usagers, mais simplement pour lui permettre de rendre le même service que « par le passé » !

12.000 agents supplémentaires auraient effectivement de quoi s'employer. Non pas pour contrôler plus étroitement qu'on passe bien par le bon portillon, avec le bon ticket et sur soi ses papiers bien en règle. Mais pour renseigner les voyageurs, les aider, leur assurer les conditions de transport les meilleures possibles et faire en sorte que le métro ne soit pas, passé une certaine heure, un labyrinthe désert et rebutant. Seulement voilà, telles ne sont pas les préoccupa-

tions de la RATP.

Ce ne sont pas les travailleurs prêts à remplir ces tâches qui manquent. Car il ne serait vraiment pas difficile de créer 12 000 emplois à la RATP quand il y a près de 2 millions de chômeurs dans le pays. Non. Ce qui manque, c'est la volonté de la direction de la RATP de faire passer l'intérêt des voyageurs et la qualité du service public avant la notion de rentabilité.

Lucienne PLAIN

Non à la suppression de la maternité !



Un millier de personnes manifestent à Lure, le 14 février dernier.

(Photo LO)

Lure, petite ville de Haute-Saône de 10 000 habitants, est dotée d'un hôpital relativement moderne, puisque construit il y a seulement dix ans. Il comporte en particulier un service maternité-gynécologie capable de répondre aux besoins de la région : à condition, bien sûr, qu'il y ait au moins un médecin-gynécologue. Et c'est ce poste que l'Etat a décidé de supprimer à Lure. Le 1^{er} janvier 1980, un médecin avait été embauché avec un contrat d'un an : celui-ci n'a pas été renouvelé cette année. Si une autre décision n'intervient pas, le 1^{er} mars, il n'y aura plus de gynécologue à Lure. Le projet du gouvernement, défendu localement par le préfet, est de créer un grand service de maternité-gynécologie à l'hôpital de Luxeuil-les-Bains, distante de 18 km de Lure. Un gynécologue a d'ailleurs été nommé là-bas et il devrait superviser à Lure une sorte d'annexe de 15 lits. Et cela au nom de la rentabilité.

Ce projet a soulevé un tollé général. Il signifie pour les habitants de certains villages qu'il n'y aura plus de maternité à moins de 30 km. Et puis qu'est-ce que signifie le manque de ren-

tabilité pour un service qui effectuait 450 accouchements 1980 et a soigné des centaines de malades ? Le Conseil d'administration de l'hôpital de Lure n'est pas d'accord, la municipalité non plus. Tous les partis gauches, les syndicats, le Planning Familial, les associations de commerçants, la majorité des médecins et même le RPR demandent la suppression de ce projet. Les diverses pétitions qui ont circulé ont recueilli des milliers de signatures. Une manifestation dans les rues de Lure rassemblera près de 1 000 personnes.

Mais au ministère de la Santé il ne s'agit pas de satisfaire les usagers. Il s'agit de faire des économies, et aussi certainement de céder à une petite courrie influente. Car comment se fait-il que le Journal Officiel annonce la nomination d'un médecin à Luxeuil avant même que le service ne soit ouvert ? qu'on supprime celui de Lure dans un service qui tourne bien.

La population, elle qui finalement paie par ses impôts et les cotisations à la Sécurité sociale, ne devrait-elle pas avoir son mot à dire sur les projets aberrants du ministère ?

Hausses de Loyer Massives !

Les locataires de la résidence des personnes âgées de Lignac, en Gironde, à Léognan, sont en lutte depuis un an pour protester contre les augmentations de loyer qui se sont succédé.

En trois ans, les loyers et charges ont augmenté de 63 % alors que les retraites n'augmentaient que de 25 % dans le même temps. Pour une pièce et une cuisine seulement, les locataires paient actuellement 910 F de loyer + charges (électricité et gaz non compris). La société HLM-Habitation Economique a décidé pour 1981 une nouvelle majora-

tion des loyers de 21 %.

Mais depuis un an, les locataires ont décidé de ne plus se laisser faire. Une association pour la défense des loyers s'est créée sur la résidence. Depuis le 1^{er} janvier 1980, les locataires font la grève de l'augmentation, payant leur quittance au taux de 1979, en dépit des autres augmentations.

Pétitions, manifestations, protestations auprès de la société d'HLM se sont succédé, organisées par l'association et la Confédération nationale du logement.

La société d'HLM vient de mettre l'affaire en justice. Certains d'entre les locataires doivent comparaître au tribunal et sont actuellement menacés d'expulsion.

C'est à un véritable racket que la société d'HLM se livre dans toutes les résidences pour personnes âgées du même type. Mais à Lignac, elle vient de tomber sur des locataires qui n'ont pas l'intention de se laisser faire et, tenue en échec depuis un an, elle n'a pas encore gagné la partie.

Au foyer Sonacotra, 38 % de hausse

La Sonacotra avait annoncé le 24 décembre 1980 la fermeture du foyer de Saint-Chamond pour la fin janvier 1981. Les 70 résidents, avec leur comité, refusaient de partir, et décidaient de verser leur loyer sur un compte bloqué. Devant ce refus, la Sonacotra repoussait la date de fermeture au mois de juin.

Mais elle a proposé un nouveau contrat aux résidents :

ceux-ci doivent s'engager à partir au mois de juin et accepter, à partir du mois d'avril, une hausse des loyers de 38 % ! Les résidents n'acceptant pas ce chantage seraient poursuivis devant les tribunaux !

Les résidents ont décidé, pour la plupart, de ne pas signer le nouveau contrat et de continuer la lutte.

Le secteur automobile et la crise

Depuis maintenant plusieurs mois, les capitalistes, les économistes, les commentateurs, parlent de crise dans l'automobile. Et il est vrai qu'une crise se manifeste à différents niveaux, et cela dans la plupart des pays industrialisés.

En premier lieu, il y a la mévente qui, à l'exception du Japon, touche tous les pays industrialisés. En France, le nombre d'immatriculations de voitures neuves a baissé de 5,2 % en 1980. Sur l'ensemble des pays européens de la CEE, la baisse est du même ordre, 5,5 %, et même de 10 %, si l'on ne tient pas compte de l'Italie, seul pays où elles ont progressé en 1980. Aux Etats-Unis, le nombre d'immatriculations de voitures neuves a baissé de 18 %, la production de 34 %.

Même si les chiffres officiels concernant les bénéfices ou les déficits des sociétés traduisent bien mal la réalité, il est tout de même significatif qu'à quelques exceptions près, tous les constructeurs affichent des pertes pour l'année 1980 : chez Peugeot, le déficit dépasserait deux milliards de francs. Aux Etats-Unis, le déficit de Ford est supérieur à 7,5 milliards de francs, chez Chrysler, il est de dix milliards. Même General Motors, qui n'avait pas connu de pertes depuis 1921, en annonce de l'ordre de quatre milliards de francs pour 1980.

Cette situation a des conséquences sensibles pour les travailleurs, à qui les capitalistes tentent de faire payer la note. La crise pousse les entreprises à fermer des secteurs ; elle les pousse à augmenter la productivité et à se réorganiser pour tenir sur un marché qui se restreint. Il ne se passe plus de semaine sans qu'on apprenne que dans les pays industrialisés, des usines sont fermées, des travailleurs licenciés, mis en chômage partiel pour des durées plus ou moins longues.

Le 11 février, Talbot annonçait la fermeture de son usine de Linwood, en Ecosse, fermeture qui se traduira par le licenciement, d'ici la fin de l'année, de 4.800 travailleurs. Et alors que le même Talbot a déjà annoncé 3.500 licenciements en France, la presse économique se faisait l'écho de bruits concernant de nouveaux licenciements dans le groupe Peugeot en France : c'est ainsi que, selon Les Echos du 12 février 1981, de 3.000 à 4.000 emplois risquent d'être supprimés, dont un millier pour l'usine de Sochaux.

Ce qui est vrai pour la France et l'Europe l'est aussi aux Etats-Unis, et Chrysler, le constructeur américain le plus touché, ferme ses usines les unes après les autres. Globalement, tous constructeurs confondus, ce sont près d'une douzaine d'usines et 1.500 conces-



Une manifestation des travailleurs de Fiat, à Rome, en octobre dernier. (Photo LO)

sionnaires qui ont fermé leurs portes, entraînant la suppression d'environ 300.000 emplois.

A ces licenciements s'ajoutent les mesures de chômage partiel : en France, après Talbot, Citroën et Peugeot, Renault aussi a annoncé des mesures de chômage partiel pour 1981. Au fil des informations publiées dans la presse, on apprend ainsi qu'en Allemagne, Volkswagen a décidé d'aggraver les mesures de chômage partiel prévues dans ses usines de Hanovre, qui représentaient déjà 25 journées chômées au cours du premier trimestre et toucheront 16.600 salariés sur 22.000. En Italie, Fiat vient d'annoncer la mise à pied de 70.000 salariés environ pour une dizaine de jours au cours des deux prochains mois. Fiat avait déjà mis en chômage 23.000 personnes en octobre dernier, et qui ne seront réintégrées que progressivement d'ici la fin de cette année. Avec les nouvelles

mesures annoncées, cela fait 80 % des ouvriers de l'automobile qui, en Italie, sont en chômage technique pour une période plus ou moins longue. Aux Etats-Unis, General Motors annonce pour la fin février deux séries de fermetures temporaires d'usines, mettant ainsi à pied quelque 30.000 travailleurs.

A ces ponctions sur les salaires que représentent les mesures de chômage partiel, Chrysler en a ajouté d'autres : l'accord que le trust a signé avec le syndicat américain de l'automobile, l'UAW, et qui a été ratifié début février, prévoit une réduction des salaires de plus de 800 F par mois, et le blocage de ces salaires amputés pour vingt mois au moins.

Et c'est cette politique du patronat vis-à-vis des travailleurs de l'automobile qui risque de s'aggraver encore dans les mois qui viennent si le marché se restreint encore et si la concurrence se fait plus âpre.



Sur la chaîne, à Citroën (Aulnay-sous-Bois)

La fuite en avant

Dans les conditions actuelles de la crise de l'automobile, la baisse des achats de voitures neuves accentue la guerre commerciale intense entre les principaux trusts de l'automobile qui tentent de s'arracher des marchés pour ne pas être, eux, touchés par ces baisses.

La forte productivité des usines japonaises par rapport à celles de leurs concurrents européens, qui permet des plus bas prix, fait que c'est le Japon qui est présenté par les autres comme responsable de leurs difficultés. Mais les capitalistes peuvent bien se renvoyer la faute mutuellement, le responsable, c'est un système basé sur la concurrence et qui les pousse, dans ce secteur comme dans d'autres, à reproduire sans cesse les conditions d'une nouvelle crise.

En effet, pour ne pas être évincés des marchés qu'ils détenaient, les trusts sont obligés de s'engager dans une course à la recherche de la plus grande productivité possible : en d'autres termes, ils cherchent à produire le plus de voitures possible avec le moins d'ouvriers possible. Cette politique conduit l'ensemble des sociétés à automatiser et rationaliser leur production et se traduit par une politique d'investissements importants. Un des dirigeants de Fiat, cité par Le Nouveau Journal du 13 février, décrit ainsi les raisons de la politique de son groupe : « Le gâteau continue de s'amenuiser. Lorsque la concurrence atteint une telle importance sur le marché, les produits sont rapidement dépassés. Si vous voulez défendre votre position, il vous faut sans cesse lancer de nouveaux modèles, ce qui implique des investissements considérables ».

Dans le domaine des investissements, la palme revient au géant américain General Motors, qui a entrepris un programme de 200 milliards de francs d'investissements d'ici 1984 ; la mise au point des petits modèles qui seront désormais fabriqués aux Etats-Unis lui aurait déjà coûté 330 milliards de francs. Pour comparaison, le budget annuel

de l'Etat français est de 520 milliards de francs... On mesure donc l'importance des investissements engagés par General Motors.

Avec des moyens évidemment plus faibles, les autres constructeurs automobiles mènent la même politique. Des chiffres partiels d'investissements relevés au fil de la presse montrent que Renault, qui a investi plus d'un milliard et demi de francs pour renflouer le petit américain American Motors, a lancé un programme de 150 millions de francs destinés à moderniser les installations de tôlerie de son usine de Bruxelles. Que BMW, qui ne compte pas parmi les grands constructeurs, a investi en 1980 1,7 milliard de francs après en avoir investi plus d'un milliard en 1979. Que Volkswagen a décidé de consacrer 1,25 milliard de francs à la modernisation de ses installations du Brésil. Que Chrysler, qui est au bord de la faillite, va consacrer 2,5 milliards à ses installations au Canada, etc.

Ainsi, tous les constructeurs font en même temps la même chose, c'est-à-dire préparer l'automobile des prochaines années. Comme il paraît qu'elle sera peu gourmande, chacun se met à annoncer des consommations d'essence à faire rêver l'automobiliste d'aujourd'hui : Volkswagen promet 4,5 litres aux cent kilomètres ; British, 3 litres ; les Américains, 2,78 litres...

Mais personne ne peut dire si le marché sera alors capable d'absorber cette production. Que sera le marché de l'automobile dans trois, cinq ou dix ans ? Personne ne peut évidemment le dire, les trusts pas plus que d'autres, eux qui ont déjà bien des problèmes pour savoir de quoi seront faits les six prochains mois. Mais cela ne les empêche pas de se préparer à produire aveuglément. C'est-à-dire qu'alors qu'ils entrent dans une crise dont personne ne peut prévoir encore la profondeur et la durée... ils préparent déjà allègrement les conditions de la crise suivante.

L'importance du secteur automobile en France

En touchant l'automobile, la crise touche un des plus gros secteurs de l'industrie. En France, l'automobile emploie directement plus de 300.000 salariés. Mais si on y ajoute tous les secteurs qui dépendent directement de l'automobile (sidérurgie, pneumatiques, équipements tels que freins, carburateurs, tableaux, sièges, etc.), on arrive à un chiffre voisinant le million.

L'industrie automobile est aussi cliente d'entreprises qui lui sont moins directement

liées : d'après une étude que cite un numéro de Notes et Etudes Documentaires sur l'industrie automobile, celle-ci achète environ 20 % des machines-outils, 20 % du matériel de soudage, 20 % du matériel de traitement de surface, 10 % du matériel de manutention et de levage.

C'est dire la place du secteur automobile en France, et combien les aléas du marché qui le concerne peuvent être déterminants sur le plan économique comme sur le plan social.

Le plan de la CGT

Vendredi 27 février a lieu une journée d'action sur l'automobile organisée par la CGT.

A l'occasion de la préparation de cette journée, dont il est question depuis janvier, la CGT a fait un certain nombre de propositions : en plus des solutions à plus long terme (une nationalisation de Peugeot et le maintien du potentiel industriel national), elle propose un plan d'urgence pour que l'automobile ne soit pas la sidérurgie de demain.

Pour ce faire, la CGT propose les mesures suivantes :

— Le blocage, puis la baisse du prix de l'essence, en diminuant la part de l'Etat et des compagnies pétrolières.

— La diminution de moitié du taux de TVA sur les voitures de bas et de milieu de gamme.

— Le blocage du prix des voitures.

— La réduction supplémentaire du carburant pour certaines catégories sociales (salariés utilisant leur voiture pour se rendre au travail, chômeurs, familles nombreuses, congés payés, deux-roues) et la gratuité des péages.

— Le versement d'une prime de compensation de 2.000 F pour les travailleurs victimes d'un chômage partiel.

— L'ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail dans l'automobile.

C'est vrai que les hausses importantes du prix de l'essence, des péages, des voitures elles-mêmes et autres ont découragé bon nombre de gens d'acheter une voiture, de changer celle qu'ils ont.

Aussi le raisonnement de la CGT, qui consiste à dire que si

l'on diminue le coût de l'achat et de l'entretien de l'automobile pour les travailleurs, cela permettra de relancer le marché, la demande, semble relever du simple bon sens.

Mais en admettant que ces mesures soient prises — dans quelles circonstances le pourraient-elles est une autre question —, elles ne pourraient avoir une quelconque influence sur la relance du marché et sur la reprise du secteur automobile que si la crise était limitée à l'automobile. Par contre, avec le chômage qui s'étend, et la crise qui s'approfondit, ces quelques propositions n'auraient pas grand sens. Pour des millions de chômeurs, pour des millions de familles ouvrières dont les revenus seraient amputés radicalement, il ne serait plus question d'acheter une voiture, même à un prix bloqué, même si le prix de l'essence diminuait.

Ensuite, faire aboutir les mesures de la CGT, diminuer par exemple le prix de l'essence en s'en prenant à la part de l'Etat et des compagnies pétrolières, suppose que la classe ouvrière se batte, et il faudra bien autre chose qu'une journée d'action et un rallye pour les arracher. Comme d'ailleurs la dernière proposition de la CGT, la réduction du temps de travail dans l'automobile, ces « mesures d'urgence » supposent une lutte des travailleurs, car elles vont à l'encontre du besoin qu'ont les capitalistes d'augmenter la productivité, de produire plus avec moins de bras.

Alors, si de toute façon, il faut se battre, si la seule solution pour les travailleurs est de se battre, ce n'est pas en proposant des objectifs pour les seuls travailleurs de l'automobile que l'on propose les meilleures conditions de lutte, que l'on crée le meilleur rapport de force.

Dans une crise générale, le problème n'est pas pour les travailleurs de trouver des remèdes pour leur seule entreprise ou même leur seule branche industrielle. Le problème n'est pas de souffler des solutions aux patrons pour relancer l'entreprise, comme le fait la CGT à Billancourt en se battant pour que Renault construise à Billancourt un véhicule populaire, parce qu'il existerait un créneau de ventes et que cela donnerait du travail aux ouvriers de Billancourt.

Même si la possibilité de construire et vendre un véhicule populaire existait, cela ne veut pas dire que Renault assurerait le plein emploi et embaucherait de nouveaux bras. Il pourrait aussi à cette occasion restructurer les ateliers, augmenter la productivité, robotiser et... licencier du personnel afin, dans sa logique, d'être plus compétitif sur le marché pour imposer ce nouveau modèle.

Le bon sens n'a rien à voir avec la logique capitaliste.

La CGT lie d'une certaine façon l'évolution de la situation des travailleurs aux ventes de voitures, à la reprise du marché. C'est un peu la même façon de voir que les capitalistes qui expliquent aux travailleurs que,

face à la crise, il faut se serrer la ceinture, accepter tous les sacrifices pour être concurrentiels.

Ce raisonnement, qu'on voit apparaître à bien d'autres occasions dans la politique de la CGT, est en fait contraire à l'intérêt des travailleurs dans cette période de crise.

Marché en extension ou pas dans un secteur, c'est toutes les mesures consistant à leur faire payer la crise que les travailleurs doivent refuser, sans se demander si elles peuvent du même coup relancer ou non l'économie. Et cela pour la bonne raison que dans cette période de crise, moins que jamais, il n'y a de concordances, de convergences possibles entre les intérêts des travailleurs et ceux du patronat.

Plus que jamais, la seule chance des travailleurs, c'est le rapport de force qu'ils sauront créer par la lutte. Et tant pis si leur lutte n'est pas raisonnable du point de vue capitaliste. Les travailleurs ne sont pas responsables si la seule solution que trouvent les capitalistes dans la crise, c'est de se donner les moyens de vendre encore plus, de créer des structures pour produire encore plus, alors que les marchés se rétrécissent. Ils ne peuvent pas modifier le cours de la machine tant que ce sont les capitalistes qui la dirigent. Ils ne pourront la faire tourner rond, cette machine, que quand ils se seront débarrassés des capitalistes et de leur système.

On est loin de la journée d'action de la CGT, loin de ses propositions.

Les propositions du PS

Le 19 février, Jospin a présenté le plan de sauvetage du PS pour l'automobile : d'après lui, il faut à court terme protéger entre autres le marché européen, restaurer la demande intérieure, repenser la fiscalité automobile (vignette, péages). A long terme, il faut créer des liens entre Peugeot et Renault, et l'Etat doit prendre une participation minoritaire dans Peugeot.

Le PS n'a pas voulu être en

reste par rapport au plan de la CGT et du PCF. Il a lui aussi dorénavant, son plan pour l'automobile. Que ce soit par le biais de la nationalisation, comme le réclame le PC, ou par une intervention de l'Etat sans nationalisation, comme le demande le PS, cela tient du même raisonnement qui consiste à lier l'évolution de la situation des travailleurs à celle des constructeurs, et cela ne change rien.

EXPORTER PLUS.

Un pari pour les capitalistes, peut-être ; pas pour les travailleurs

Pendant des années, l'industrie automobile est apparue comme un secteur florissant. Et il est vrai que depuis la crise qu'elle a connue en 1973-1975, c'était un secteur qui faisait plutôt bonne figure par rapport à la plupart des autres. Aujourd'hui, la demande se restreint et le gouvernement nous dit qu'il faut être compétitifs pour exporter davantage. Il nous demande, pour y parvenir, de consentir à des sacrifices immédiats.

Mais cette perspective — outre qu'elle s'en prend dès maintenant à l'intérêt des travailleurs — apparaît même à plus long terme bien aléatoire. D'ores et déjà, la part des exportations dans les ventes automobiles d'un pays comme la France est déterminante, puisque 52 % des voitures vendues par les entreprises françaises sont

exportées. Or, il n'apparaît pas que ce marché extérieur soit en extension. Un article du Monde du 23 octobre 1980 expliquait que depuis le début de l'année 1980, la diminution de la production, des exportations et des immatriculations, en France, s'établissait respectivement à — 5,6 %, — 5,5 % et — 4,6 %. C'est-à-dire que le marché extérieur pour l'industrie automobile française se réduit au même rythme que le marché intérieur. Et ce phénomène n'est pas surprenant : la crise, qui fait qu'en France des ménages renoncent à la première ou à la deuxième voiture ou tardent à changer celle qu'ils ont déjà, existe aussi dans les autres pays, car elle frappe le monde entier. Et dans ce contexte, exporter davantage est de plus en plus difficile.

Parallèlement, pour favoriser

l'écoulement de la production de voitures françaises, la gouvernement mène une politique visant à protéger le marché français des importations. Mais on ne peut ignorer que si le gouvernement français multiplie les obstacles à l'importation, les gouvernements des autres pays producteurs feront de même, ce qui risquera de se traduire par une baisse des exportations françaises.

En fait, dans la situation actuelle, il n'y a pas de recette qui permette à l'industrie automobile de ne pas subir les effets de la crise, il n'y a rien qui puisse la protéger d'une aggravation de celle-ci. Et c'est bien pourquoi les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter les sacrifices qu'on leur impose au nom d'un rétablissement à plus long terme de la situation économique.



Dans l'usine de Renault-Flins.

CRISE DE L'AUTOMOBILE ET COURSE AUX PROFITS

Que les capitalistes prennent sur leur capital !

Les capitalistes pleurent en étalant leurs pertes et tendent la main. On peut s'attendre à ce que, d'ici peu, l'Etat leur verse l'argent de nos impôts sous

forme de « prêts » et autres subventions, comme il l'a fait avec la sidérurgie ; aux Etats-Unis, cela a déjà commencé, et Chrysler a touché plus de 7,5 mil-

liards de francs de fonds publics ; en Angleterre, British Leyland ne vit plus que de subventions.

Par ailleurs, les patrons de l'automobile imposent aux travailleurs des licenciements, du chômage partiel, des pertes de salaire, des augmentations des cadences, la chasse aux temps morts, la guerre à ce qu'ils nomment l'absentéisme.

C'est tout de même un peu fort ! Car même si aujourd'hui leurs profits se réduisent ou risquent de le faire, ils ont, pendant des années, accumulé des milliards et des milliards sur le dos des travailleurs. Quand il n'y avait pas crise dans l'automobile, les trusts affichaient des bénéfices significatifs : douze

milliards pour General Motors, cinq milliards pour Ford, plus d'un milliard pour Renault et autant pour Peugeot en 1979. Or, de ces bénéfices affichés, bien inférieurs aux profits réels, les travailleurs n'en ont pas vu la couleur. Les capitalistes ont utilisé toutes ces sommes à se restructurer pour produire plus vite et se préparer... à licencier.

Peugeot, qui annonce des licenciements, a bien su trouver l'argent nécessaire quand il s'est agi de racheter Citroën et Chrysler-Europe !

Renault, qui compresse ses effectifs, disposait tout de même de la coquette somme qui lui a permis de racheter American Motors. Et aujourd'hui, les capitalistes de ce secteur ponc-

tionnent les travailleurs pour continuer dans la même voie. Citons Chrysler, que tout le monde dit agonisant : les baisses de salaires qu'il a réussi à extorquer à ses ouvriers lui économiseront 3,1 milliards de francs ; dans le même temps, on apprend qu'il investit 2,5 milliards dans ses usines canadiennes !

Alors, cela suffit. Les patrons de l'automobile ont fait bien assez de profits les années de prospérité. Et aujourd'hui les travailleurs n'ont qu'une solution : obliger les patrons à ne licencier personne, à ne pas diminuer les ressources des travailleurs, quitte à prendre sur les milliards de capital qu'ils ont accumulés au fil des années d'expansion.

La productivité augmente... les charges de travail et le nombre de chômeurs aussi

Augmenter la productivité, c'est là le souci majeur, aujourd'hui, des constructeurs.

Cela commence par la pression continue sur les cadences, sur la charge de travail de tous. C'est la chasse aux temps morts, à l'absentéisme ; c'est ainsi qu'à Renault, le taux d'absentéisme a diminué, passant de 14,6 % à 10,5 %

C'est aussi un réaménagement des secteurs. A l'occasion de la modernisation, par exemple, d'une baisse de production, ou autre, la direction supprime des postes : mises en pré-retraite, licenciements d'intérimaires, licenciements permettant d'alléger l'effectif. Quelques exemples dans différentes usines l'illustrent.

• A Peugeot-Sochaux

Dans l'année 1980, la direction de Sochaux a renvoyé 1 200 travailleurs intérimaires loués par la NOTA. Plus de 1 500 départs en retraite anticipée ont été précipités et actuellement, une prime de 30 000 F, versée moitié par l'Etat, moitié par Peugeot, est proposée aux 6 000 travailleurs émigrés de Sochaux pour les inciter au départ volontaire.

• A Citroën

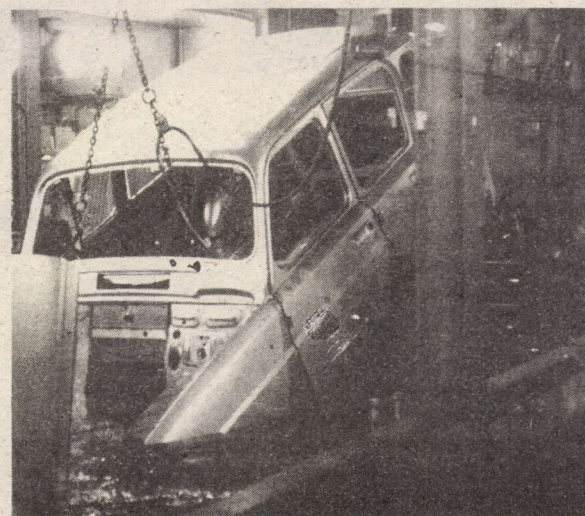
La direction a fortement encouragé les démissions en offrant un million, puis un million et demi d'AF pour partir. Ce qui lui revient moins cher et fait mieux dans son bilan social que des licenciements. Elle a aussi proposé des congés sans solde à 800 F par mois. Mais bien sûr, tout cela ne suffit pas pour diminuer notablement les effectifs. Or, la direction a annoncé au CCE de décembre 1980 qu'elle voulait supprimer 5 000 emplois, sur les 55 000 que compte la société, avant juin 1981. Pour

Par ailleurs, la direction annonce qu'en janvier, le centre de Sochaux produira 1 300 voitures par jour avec 18 870 ouvriers de fabrication. En mars, l'objectif annoncé est de produire 1 304 voitures, mais avec 18 710 ouvriers de fabrication, soit 160 de moins.

ce faire, 2 500 travailleurs vont être mis à la pré-retraite à 56 ans et 2 mois.

Mais pour ceux qui restent, pas question de diminuer les horaires, pas question de diminuer les cadences ; au contraire, c'est la chasse aux temps morts, la chasse aux « planques ». Le cumul des tâches devient courant. L'horaire reste à 41 h 30 pour la normale et 40 h 30 (pause non comprise) pour l'équipe.

ainsi supprimés. Alors, bien sûr, l'ancien atelier était insalubre et maintenant, le nouveau est propre. Mais tous les postes de la pose au mastic ont vu leur charge de travail augmenter fortement.



Renault 5 Seguin : passage dans un bain de cataphorèse.

Toujours plus d'automobiles :

Un besoin pour la société ?

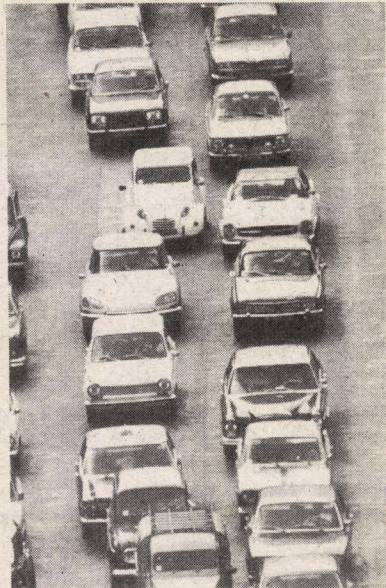
Aujourd'hui, pour faire face à la crise, les grosses entreprises automobiles se livrent une guerre économique accrue pour se voler les marchés. C'est à qui vendra le plus, des trusts américains, japonais ou européens. Ces mêmes entreprises, en même temps, s'équipent et s'organisent pour pouvoir produire plus, plus vite.

Et des milliards vont être investis à l'échelle de la planète pour que ces trusts soient plus compétitifs, pour que leur productivité augmente. Ils vont licencier des travailleurs et produire plus vite des voitures qui ne trouveront peut-être pas d'acquéreurs sur le marché.

Cette politique de la bourgeoisie n'est pas seulement contraire aux intérêts immédiats des travailleurs. Elle est aussi aberrante parce qu'elle ne tient pas compte des besoins réels de la société, ni pour aujourd'hui ni pour demain. Produire toujours plus de voitures est nécessaire d'abord et avant tout aux profits de quelques trusts.

En France, 70 % des ménages possèdent une voiture et 20 % en possèdent deux. Un peu plus d'un Français sur trois possède sa voiture. Aux USA, deux habitants sur trois en possèdent une. Et l'on veut mettre encore plus de voitures en circulation, sans même se soucier de ce que serait la vie dans les villes si tous possédaient une voiture.

Si l'on prenait en compte les intérêts de la collectivité, on produirait peut-être des voitures plus solides et qui dureraient plus longtemps (de 1967 à 1975, la durée de vie moyenne des automobiles est passée de douze à dix ans, au lieu d'augmenter). On mettrait peut-être sur pied un système d'utilisation collective du parc automobile, au lieu de chercher à tout prix à augmenter le nombre des voitu-



res. On développerait le réseau de transports en commun.

Et dans ce cas-là, on pourrait utiliser une partie de l'infrastructure de l'industrie automobile pour satisfaire et produire des équipements de base qui manquent à l'ensemble de l'humanité : tracteurs, camions, moyens de transport en commun, etc.

Une transformation de production dans les usines d'automobiles est-elle réalisable ?

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, « les Etats-Unis parvinrent à sortir dans les usines automobiles 4 131 000 moteurs, 5 947 000 fusils, 2 812 000 camions et chars et 27 000 avions complets », c'est ce qu'indique Patrick Fridenson dans La révolution automobile. Les capitalistes savent le faire quand il y va de leur intérêt, quand il s'agit de préparer la guerre.

Alors, les milliards que l'on investit aujourd'hui pour d'hypothétiques nouveaux marchés pourraient aussi bien servir à adapter l'infrastructure de l'industrie automobile à d'autres productions utiles.

Les bonnes actions de Giscard : De l'argent frais pour les patrons

En vertu de la loi du 24 octobre 1980, les patrons des sociétés françaises cotées en Bourse viennent de décider s'ils distribueront ou pas 3 % de leur capital sous forme d'actions gratuites remises à leurs salariés.

La formule semble avoir eu du succès auprès des patrons puisque le journal **Les Echos** estime qu'environ un million de salariés vont recevoir des actions. La mesure en effet ne coûtera rien

aux patrons. Au contraire même, puisque chaque entreprise disposera en créance sur l'Etat, remboursable en 10 ans, d'une somme équivalente à 65 % de la valeur des actions distribuées. Autrement dit, l'Etat donnera encore de l'argent aux entreprises en échange de la remise à leurs salariés d'un simple bout de papier, qu'ils ne pourront d'ailleurs, sauf cas particuliers, revendre avant trois à cinq ans.

Les sommes en jeu n'ont d'ailleurs pas de quoi susciter l'enthousiasme des nouveaux actionnaires. Dans la majorité des cas, elles représenteront par salarié entre 1.000 F et 5.000 F en actions, selon l'ancienneté et l'emploi occupé.

Il y a déjà eu l'ordonnance de janvier 1959 sur l'intéressement. Puis, en 1967, ce fut le grand jeu de la participation. Peu de temps après, en janvier 1970, les sala-

riés de la Régie Renault devinrent actionnaires, précédant de trois ans ceux des banques et compagnies d'assurances nationalisées.

C'est maintenant le tour des salariés des sociétés privées par actions de goûter à l'actionnariat. Et aux patrons d'en empêcher les dividendes.

P.V.

DASSAULT (Saint-Cloud)

A quand une grève des actionnaires ?

Au début, nous, les travailleurs de chez Dassault, étions de simples salariés. Puis, un beau jour, nous sommes devenus des participants à l'expansion de l'entreprise. Et nous voilà aujourd'hui actionnaires.

Dassault détient 79,2 % des actions, l'Etat 20 % et nous donc 0,8 %, qu'on se partage entre les 15.000 travailleurs du groupe. Comme on le voit, Dassault détient la majorité, mais c'est tout juste !

Près de 80.000 actions vont être distribuées ainsi. Une action vaut 850 F et nous allons en toucher en général 4. Bien sûr, cela ne nous laisse pas totalement indifférents, et les dis-

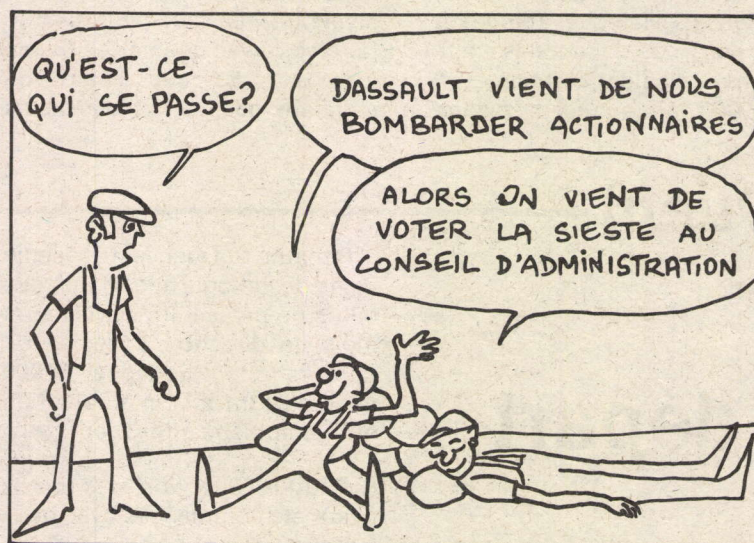
cussions vont bon train pour savoir comment les revendre le plus vite possible.

Seulement, il y a un hic : elles sont bloquées pendant 5 ans. Un détail qui a son importance : l'Etat subventionne ces actions à 65 %. Un prêt en quelque sorte, pour Dassault.

Certaines discussions au Café du Commerce se terminent bien, on dirait.

En tout cas, à l'usine, les nouveaux actionnaires que nous sommes devenus restent égaux à eux-mêmes et pas du tout convaincus de « leur nouvelle position sociale » !

Correspondant LO



AU MANS

Grèves et manifestations des lycéens du technique

C'est au LEP d'Arnage (dans la banlieue du Mans) que tout a démarré à la veille des vacances scolaires de février.

Nous en avons ras-l'bol d'avoir un atelier si vétuste que lorsqu'il pleuvait il fallait recueillir l'eau dans des bassines à l'intérieur de l'atelier.

Au retour des vacances, nous avons continué notre grève et lancé un appel de solidarité aux autres établissements.

Le jeudi 19 nous avons manifesté de lycée en lycée pour les appeler à nous rejoindre, tant et si bien que nous étions un millier à crier notre mécontentement dans les rues du Mans et ainsi jusqu'à la préfecture où une délégation fut reçue sans résultat, que de vagues promesses, par un sous-fifre du préfet.

Le soir même, une première coordination se réunissait pour décider d'appeler à un sit-in devant la préfecture pour le lendemain.

Vendredi matin, des assemblées générales se tenaient dans certains LEP et lycées, nous y avons établi nos listes de revendications. L'après-midi, le sit-in réunissait plusieurs centaines de lycéens et un responsable de la préfecture annonçait à notre délégation... « que plusieurs millions étaient débloqués pour les réparations du LEP d'Arnage mais qu'il ne voulait pas entendre parler des autres établisse-



ments... ». Ceci provoqua un tollé et nous sommes partis en cortège de LEP en lycée pour mettre tout le monde en grève. L'ambiance était de la partie et nous avons été nombreux à venir à la sono en tête de défilé pour crier des slogans : « Des sous pour l'école, mais pas pour la bombe », « des crédits pour l'éducation », « Beullac t'es foutu, les lycéens sont dans la rue ». Le proviseur du lycée Washington eut l'occasion de se ridiculiser en prétendant nous faire sortir de la cour alors que nous étions plusieurs centaines à l'entourer.

Le soir, une nouvelle coordination réunissant une vingtaine de délégués de cinq établissements appelait à tenir des assemblées générales partout le lundi matin ; celles-ci eurent lieu dans quatre établissements.

Mais en ce début de semaine, nombreux considéraient comme une victoire le déblocage des crédits pour le LEP d'Arnage.

La coordination du lundi soir qui réunissait une trentaine de délégués de six établissements décidait de proposer aux assemblées générales du lendemain l'arrêt du mouvement. Elle décidait aussi d'écrire une lettre aux

parents pour répondre à celles qu'ils avaient reçues de certains proviseurs, qui déclaraient que... « la grève n'est pas un motif d'absence valable... » et incitaient les parents à « discuter » avec leur enfant !

Ce mouvement, même s'il n'a pas réussi à mettre tous les lycéens en grève pour leurs revendications nous a appris que nous pourrions diriger nous-mêmes une lutte, démocratiquement, et que lorsqu'on descend dans la rue, on a des chances de se faire entendre.

Un crime au compte d'une société pourrie

C'est par le journal local L'Est Républicain que les travailleurs des usines Peugeot ont appris qu'un jeune chômeur de 25 ans était mort de faim et de froid le 18 février 1981, dans un taudis, à quelques mètres de l'enceinte de l'usine d'automobiles à Sochaux. Il ne pesait plus que 40 kg.

Serge Kos était un ouvrier originaire de la Meurthe-et-Moselle qui, comme des milliers de jeunes de toutes régions, est venu travailler à Sochaux.

Embauché en 1977, il était contrôleur en fabrication et logé dans un des nombreux foyers pour célibataires. La direction l'avait licencié en juillet 1981 pour avoir totalisé, d'après elle, 11 jours d'absence à l'atelier. En perdant son emploi, Serge Kos avait automatiquement perdu son logement et s'était retrouvé à la rue. Le comble de ce drame est que ce sont les policiers accompagnant un huissier qui ont découvert le corps. Il venait pour lui apporter une convocation au tribunal pour un larcin. Déjà, il avait répondu à une convocation de la police. Celle-ci le connaissait très bien, ainsi que le taudis dans lequel il s'était réfugié.

La presse locale a fait mine de s'émouvoir de la mort de ce jeune « désespérément solitaire ». Elle a surtout donné la parole au directeur du personnel, pour qu'il puisse justifier le licenciement, et au maire de Sochaux « qui ne savait pas » ; mais pas un mot sur la police et la justice qui, elles, savaient !

Pour la presse locale, le responsable était la victime elle-même. Serge Kos, dit-elle, avait un métier qualifié qu'il gâcha par des absences répétées, ayant amené son licenciement. « S'étant exclu, semble-t-il, de lui-même du circuit normal du quotidien. Il est parti ne pouvant supporter l'usine. Indépendant, solitaire de nature, il avait fait le choix de se clochardiser, de vivre marginalement. Il ne s'était fait remarquer de personne, sinon de la police qui savait où le trouver en cas de besoin ».

Responsable encore, pour cette même presse, l'indifférence des hommes qui blanchit la direction Peugeot.

Dans son atelier, Serge Kos était estimé. « Il faisait son travail et même donnait un coup de main quand il le fallait, il n'avait aucun ennui dans l'atelier », témoigne un de ses camarades de travail.

Peugeot l'avait licencié, tout comme il licencie aujourd'hui toutes les semaines ceux qui n'ont pas le profil nécessaire.

Pour beaucoup, Serge Kos n'a pas été une victime de l'indifférence, mais une victime de cette société pourrie qui n'utilise sa police et sa justice que pour opprimer et écraser les plus faibles et qui porte plus d'intérêt aux machines qu'à ceux qui les font fonctionner.

Renault (Billancourt)

Réactions hostiles des travailleurs immigrés à la politique du PCF

Les différentes « initiatives » du PCF en matière de politique d'immigration provoquent bien des discussions et des mises en cause de la politique du PC. Sur les chaînes de l'Ile Seguin, voilà des semaines que, à propos du quota de travailleurs immigrés dans les municipalités, nombre de travailleurs se sont interrogés et inquiétés de la politique du PC. L'« affaire » du foyer de Vitry avait fait plus et beaucoup d'immigrés ne comprennent plus quel rôle jouait le PC. Mais l'affaire de Montigny, elle, a mis le feu aux poudres. Toute la semaine, dans les ate-

liers et sur les chaînes de l'Ile, les discussions allaient bon train, les délégués ou militants CGT étaient souvent pris à partie, certains se sentaient d'ailleurs si mal à l'aise qu'ils allaient demander des explications aux responsables connus du PC. Ainsi, dans une réunion qui était prévue initialement pour préparer la journée de défense de l'automobile, c'est sur l'attitude du PC que portaient les discussions ; « Halbeher (dirigeant CGT) doit nous donner des explications », disaient certains. La CGT le mercredi 11 février,

organisait une journée « renforcement » sur les chaînes. Mal lui en prit, nombre de travailleurs saisissant l'occasion pour manifester leur colère, refusant de reprendre la carte ou la déchirant et prenant à partie les délégués qui venaient les solliciter. Les réflexions du genre : « Dommage que les élections de délégués soient passées, mais l'année prochaine, nous n'irons pas voter », étaient monnaie courante. Souvent, les travailleurs disaient : « La CGT peut aller se faire voir avec ses cartes et ses grèves ». Et ces réactions n'étaient pas le fait des seuls

Marocains, mais de l'ensemble des immigrés. Et cela aboutit au débrayage de 60 travailleurs de la Peinture le vendredi 13 février, c'est-à-dire de la totalité des travailleurs du secteur y compris le délégué CGT (immigré également), connu comme dirigeant du syndicat. Dans ce secteur où la quasi-totalité des travailleurs sont des immigrés, il y a une forte minorité de Marocains, mais le débrayage n'a pas été leur seul fait, puisque tous les autres immigrés y ont participé. Le délégué CFDT avait été sollicité par les travailleurs pour organiser cette grève. La nouvelle du débrayage renforça l'effervescence dans les autres ateliers où l'on parla d'en faire autant. A la Peinture les militants de la CGT eux-mêmes étaient déboussolés et Halbeher ainsi que d'autres responsables du PC sont venus pour essayer de les convaincre de la justesse de

la ligne du PC. Mais par un tract du 16 février, le PC furieux refait à sa façon l'histoire de ce débrayage en titrant : « Alliance CFDT, CFT contre le PCF » et essayait de minimiser sa signification à l'extrême en écrivant que « les actions hostiles au PCF ont été un échec partout, sauf dans un petit secteur de Peinture ». Par ailleurs, dans les milieux français, des réflexions racistes que l'on n'entendait plus depuis longtemps, recommencent à s'exprimer ouvertement. C'est tout ce que le PCF a gagné avec sa campagne démagogique électoraliste. Et si cela doit lui rapporter quelques voix aux présidentielles — ce qui n'est pas encore prouvé —, il ne fait plus de doute que comme chez Renault, des problèmes l'attendent dans les grandes entreprises où il aura à payer pour la division qu'il a semée. Correspondant LO

Renault (Saint-Ouen)

La CGT veut empêcher le départ d'outils à Renault-Espagne

Renault St-Ouen est la seule usine de la Régie à fabriquer des outils de presse. Il y a plus d'un mois, la direction a décidé de faire faire en Espagne 27.000 heures de travail qui auraient dû être effectuées à St-Ouen. Pour la direction, les outils ayant été commencés avec deux mois de retard, il était impossible de tenir les délais et, pour éviter d'accumuler du retard, il fallait envoyer le travail à l'extérieur. La CGT et le PCF ont alors décidé d'occuper l'usine la nuit pour empêcher le départ des

outils avec, comme mots d'ordre : « **Fabriquons français** », « **Non au démantèlement de l'usine Renault St-Ouen** », « **Si nous laissons partir les outils cela va être du chômage technique et des licenciements** ». Et ainsi, depuis plus d'un mois, une quinzaine d'ouvriers en moyenne restent le soir dans l'usine et se partagent la garde en dormant dans le local du CE pendant que deux ou trois d'entre eux font une virée dans l'atelier pour vérifier que les pièces sont toujours là. La direction s'est contentée

pour l'instant d'envoyer un huis-sier constater le blocage des outils prévus pour être fabriqués en Espagne. Et tout le monde se dit que la direction et la CGT vont droit à un affrontement dont on ne sait qui sortira gagnant. La grande majorité des travailleurs ne participe pas à la « garde » et nombreux sont les ouvriers qui pensent que la CGT et le PCF se font un véritable cinéma dans la soi-disant lutte qu'ils mènent à Saint-Ouen, et se demandent ce qu'il y a à gagner dans toute cette affaire. Correspondant LO

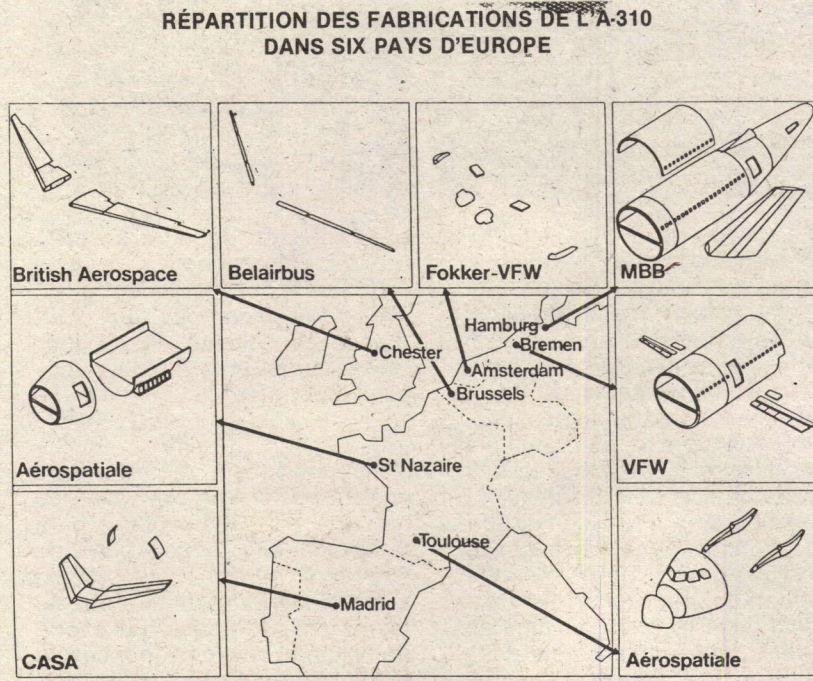
Air France (Orly Nord)

La CGT veut voler français

A Air France, la CGT mène actuellement campagne en faveur de l'achat par la compagnie de 50 Airbus-200 en remplacement des caravelles dont l'exploitation s'arrête. Du 23 au 27 février, dans le cadre d'une « semaine d'action et de sensibilisation » organisée par les syndicats CGT des entreprises de transport aérien, les militants de la CGT ont diffusé de nombreux tracts, fait circuler et signer une carte-pétition aux portes des restaurants, dans les ateliers et bureaux, et organisé mercredi 25 février un débrayage de 55 minutes avec un rassemblement le matin autour de quelques caravelles (symbole de l'avion 100 % français) qui attendent sur les aires de stationnement qu'on les livre à la ferraille. Pour la CGT en effet, l'abandon de l'exploitation des caravelles par la direction d'Air France et le fait qu'aucun avion de remplacement ne soit encore prévu porteraient atteinte gravement aux intérêts des travailleurs. Et il serait « urgent et vital » qu'Air France commande 50 A-200 pour « rapatrier des milliers d'heures de travail » et aussi, par la même occasion, pour permettre à la SNIAS de créer des emplois.

« Votre intérêt et celui de la compagnie sont intimement liés », disait la CGT dans un tract qui se fait ainsi le chantre de la collaboration des classes. Eh bien, les travailleurs d'Air France ne se sont pas sentis directement concernés par cette propagande et ils n'ont pas été

convaincus, en tout cas, qu'il leur fallait pleurer en chœur autour des caravelles défunctes ! Ce sont au maximum en effet 250 travailleurs (sur 3 000) qui ont débrayé le 25 février et il n'y a eu guère plus de 100 personnes au rassemblement de la CGT. Correspondant LO



Vous avez dit français ?

La CGT se fait la championne de l'A-200 et dans un tract, elle s'écrit : « **Le gouvernement, la direction d'Air France, celle de la SNIAS vont-ils céder aux menaces et procéder à un nouvel abandon de l'indépendance nationale au détriment de la construction aéronautique et du transport aérien français ?** ». Ces cocoricos sont d'autant plus risibles que la construction aéronautique est un bon exemple de l'inanité des grandes phrases sur l'indépendance nationale. Par exemple, il n'y a pas en Europe aujourd'hui de quoi fabriquer de A à Z un avion moderne, sans dépendre des industries américaines — et l'A-200 ne peut échapper à la règle ! — il n'y a pas assez de titane et d'autres métaux rares nécessaires à la fabrication des parties internes des moteurs (de ce point de vue la production est essentiellement américaine). Rappelons également que la fameuse Caravelle que la CGT porte aux nues aujourd'hui, la majorité des éléments du cock-

pit étaient, eux aussi, américains. Enfin l'A-200 fait partie de la famille des Airbus, qui est le résultat d'une coproduction américano-européenne où la part française dans la fabrication ne dépasse pas 40,5 % (sources : *Air et Cosmos*, numéros du 21/2/76 et du 8/3/80). C'est ainsi que la partie arrière du fuselage des Airbus est habituellement montée à Hambourg (en Allemagne !) chez MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm), la partie cylindrique avant du fuselage à Einswarden chez VFW-Fokker. Pour leur part, les éléments mobiles de la voiture sont fabriqués à Dordrecht, près de Rotterdam. Et les voitures à Chester (G.B.) chez British Aerospace. Pour certains modèles comme l'A-310, des entreprises comme CASA (Espagne) et « Belairbus » (Belgique), participent également à la fabrication. Alors, c'est dire si la propagande pour « l'indépendance nationale » à propos de l'Airbus-200 a de quoi faire sourire !

CHAUSSON (Gennevilliers) Les travailleurs désavouent les attaques du PCF contre les travailleurs

Judi dernier, la CGT a enregistré le recul électoral le plus important de ces dernières années aux élections de délégués du personnel de l'usine.

En effet, si l'on compare les résultats de ces élections à ceux des élections précédentes, en 1979, la CGT perd, en chiffre absolu, 254 voix, alors que le nombre de suffrages exprimés a augmenté de 10 %. En terme de

pourcentage, la CGT passe de 64 % des suffrages exprimés en 1979 à 47 % cette fois-ci. Enfin, en terme de mandats, la CGT passe de 17 élus à 11 élus, mais il faut tenir compte dans cette comparaison du fait que le nombre total d'élus est passé de 24 à 22 à la suite du regroupement des deux établissements, jusqu'à présent distincts, qui composent l'usine de Gennevilliers.

Résultats des deux dernières élections de délégués du personnel à Gennevilliers.

	Inscrits	Exprimés	CGT	CFDT	FO
Octobre 1979	3.510	2.093	1.342 64 %	400 19 %	351 17 %
Février 1981	3.545	2.294	1.088 47 %	581 25 %	622 27 %

Si personne à l'usine ne s'attendait à un recul aussi important de la CGT, les raisons de ce recul sont évidentes pour tous : ce sont les attaques lancées par le Parti Communiste contre les travailleurs immigrés.

En effet, l'usine de Gennevilliers est une usine d'OS, et la majorité des travailleurs de l'usine sont immigrés, surtout marocains. Déjà, l'affaire de Vitry avait déclenché bien des discussions à l'usine et une certaine indignation parmi les tra-

vailleurs immigrés. Après l'affaire de Vitry, qui pouvait encore passer pour un acte isolé, est venue celle de Montigny qui a fait déborder le vase : beaucoup de travailleurs disaient ensuite que le PCF était passé dans l'autre camp. Et des militants du PCF qui distribuaient un tract sur Montigny à l'usine ont été pris à partie par des travailleurs immigrés qui disaient : « Pourquoi vous vous en prenez à nous ? », et affirmaient : « Maintenant, la CGT, c'est fini ».



A Chausson, lors de la grève de 1975. La majorité des travailleurs de l'usine sont immigrés. (Photo LO)

Jusqu'alors, l'usine votait traditionnellement CGT aux élections professionnelles, avec des scores variant bon an mal an entre 60 et 70 % des suffrages exprimés. Mais cette fois-ci, au cours de la semaine précédant les élections, de nombreux travailleurs, jusqu'alors fidèles électeurs CGT, ne cachaient pas que pour eux, il n'était plus question de voter CGT. Et effectivement, le résultat du vote a traduit l'indignation des travailleurs de l'usine.

Parmi les travailleurs immigrés, la claque qu'a reçue la CGT a provoqué l'euphorie générale. Beaucoup ne s'attendaient quand même pas à un tel recul, et pour la plupart, l'ampleur du désaveu infligé à la CGT a été ressenti, à juste titre, comme une victoire. Quant aux travailleurs français, bon nombre d'entre eux n'étaient pas mécontents du résultat, estimant que la CGT avait été trop loin dans ses attaques contre les travailleurs immigrés.

De son côté, la CGT Chausson a réagi dès le lendemain des élections dans la Gazette, expli-



quant que la CFDT et FO avaient profité de circonstances extérieures à l'usine pour des motifs électoralistes. Evidemment, les dirigeants de la CGT Chausson ne vont pas reconnaître qu'ils ne font que récolter ce qu'ils ont semé ! Seulement quoi qu'ils en disent, les faits sont là. Les tra-

vailleurs sont assez grands pour juger la politique du PCF. Ils n'ont besoin de personne pour comprendre que cette politique est dangereuse pour tous les travailleurs. Et ils ont profité des élections professionnelles pour le dire clairement !

Correspondant LO

SNCF Villeneuve-Triage :

Elections de délégués :

La CGT paie l'attitude antidémocratique des dirigeants du PCF

Au triage de Villeneuve-Saint-Georges, il y a eu 40 % d'abstentions et de votes nuls au comité mixte, et même 56 % aux indiciels du niveau 1 (les cheminots votent pour deux sortes de délégués : par section (comité mixte) et par catégories (indiciels). La CFDT, qui gagne 15 % des voix sur les suffrages exprimés, devance la CGT qui en perd, elle, 13 % au comité mixte. Ces résultats, qui n'ont guère de rapports avec la moyenne des résultats sur la SNCF, sont la conséquence des démêlés qu'a eus la section syndicale CGT du triage, qui est animée par des militants de Lutte Ouvrière, avec le syndicat CGT de Villeneuve.

En effet, tout a commencé à l'automne 1980, quand on a vu les dirigeants CGT, militants du PCF, accompagnés de permanents de la fédération, faire des tournées dans le triage pour expliquer qu'ils cherchaient des cheminots pour se présenter sur

les listes CGT car « les responsables de la section syndicale ne défendaient pas les idées de la CGT ». Malgré cela, la section syndicale choisissait démocratiquement ses candidats et les proposait au syndicat. Cette liste fut refusée à cause de la présence de militants de Lutte Ouvrière. Quatre militants furent écartés par les dirigeants de la CGT.

Face à cette attitude antidémocratique, quatre autres cheminots refusaient de se présenter sur une liste tronquée, qui ne comptait plus en fin de compte que 4 noms sur les 12 proposés initialement par la section. Finalement, la majorité de la section syndicale décida d'appeler l'ensemble des cheminots à s'abstenir ou à voter blanc ou nul le 12 février, afin qu'elle puisse présenter les candidats qui étaient les siens au deuxième tour des élections.

Voici les résultats :

	Comité mixte		Indices 2 et 3		Indiciels 1	
	1978	1981	1978	1981	1978	1981
Inscrits	613	520	314	342	272	150
Exprimés	402 (65 %)	316 (60 %)	226 (71 %)	223 (65 %)	155 (56 %)	66 (44 %)
CGT	224 (55 %)	135 (42 %)	119 (52 %)	104 (46 %)		
CFDT	127 (31 %)	146 (46 %)	76 (33 %)	98 (44 %)		
CFTC	42 (10 %)	35 (11 %)	24 (10 %)	21 (9 %)		

La CGT perd donc partout et des voix et des délégués au profit de la CFDT.

Il n'y aura pourtant de deuxième tour qu'aux élections pour les délégués indiciels de niveau 1. Pour le comité mixte, comme pour les indiciels de niveau 2 et 3, le quorum a été atteint, bien que les nuls et les

abstentions aient sensiblement augmenté cette année par rapport aux dernières élections d'il y a trois ans. Cela s'explique sans doute parce qu'un certain nombre d'électeurs CGT du triage n'ont pas vu d'enjeu dans la querelle opposant les dirigeants du syndicat à la majorité de la section. Cela s'explique

aussi parce que le collège électoral est formé, outre des travailleurs du triage, de ceux de Maisons-Alfort et de Sucy-Bonneuil, plus d'une centaine de travailleurs qui n'ont guère de contacts avec le triage et qui, par conséquent, n'avaient eu aucune possibilité de juger à l'œuvre les militants du triage écartés par le syndicat. Mais c'est cela la loi sur les délégués : non seulement le vote sur des listes choisies uniquement par les syndicats au premier tour, mais aussi le fait de faire voter ensemble des secteurs sans relations entre eux.

Les résultats montrent cependant qu'une partie des cheminots du triage n'ont pas apprécié les méthodes antidémocratiques de la CGT et l'ont indiqué soit en s'abstenant, soit même, sans doute, en votant CFDT.

Correspondant LO

« L'amour handicapé »

Deux heures durant, devant les caméras de la réalisatrice Marlies Graf, une douzaine d'handicapés et de non-handicapés, qui ont formé une communauté pour des vacances, parlent de leurs problèmes, de leur solitude, de leurs humiliations et aussi de leurs désirs et de leur sexualité.

Humiliation de recevoir l'aumône comme un mendiant et de ne jamais être « celui qui paye la tournée ». Humiliation d'être considéré comme celui qu'on ne peut qu'assister, et jamais comme un ami, jamais « comme quelqu'un dont on a besoin ». Solitude de celui qui reste coincé entre quatre murs par une panne du fauteuil électrique, bloqué par un trottoir ou des marches. Et, chez le spectateur, la colère monte devant cette

société où seuls ont droit de cité les biens conformés, les aptes.

Tout au long de ce film, ces hommes et ces femmes (pour certains particulièrement handicapés, comme cette jeune femme sans bras ni jambe) expriment leur aspiration profonde à ce que la société ne les considère pas comme des gens envers lesquels seule une attention condescendante est requise, mais comme des hommes et des femmes à part entière.

Si ce film suisse, en 16 mm, sort aujourd'hui en France, c'est dans le cadre de l'année internationale des handicapés. Mais ce qu'il nous montre est un témoignage violent contre tous les discours paternalistes, contre la charité et la pitié.

Annick MORIZET



« Changement de saisons »

Adam, professeur d'université, la quarantaine, traverse une crise. Il sort avec une de ses élèves et le dit à sa femme. Il est amoureux d'elles deux mais il explique qu'« il veut bien partager ». Sa femme et lui ne sont-ils pas un couple intelligent et libéré ?

Sa femme, évidemment, ne

réagit pas de la même façon, elle qui a tout le temps vécu pour son mari. Elle ne veut pas attendre en silence que la crise de celui-ci passe. Et c'est elle qui va prendre des initiatives, qui amèneront quelques situations peu habituelles, pour en fin de compte arriver à vouloir vivre sa vie.

Ce film est un vaudeville ; tendre et comique à la fois, il est plein de finesse et d'humour.

Shirley Mac Laine, dans le rôle de l'épouse, mène la danse de bout en bout. Elle est à la fois spontanée et touchante. Chaque geste, chaque sourire sonnent vrai, émeuvent et font rire.

Marielle LEMONNIER

« Le roi des cons »

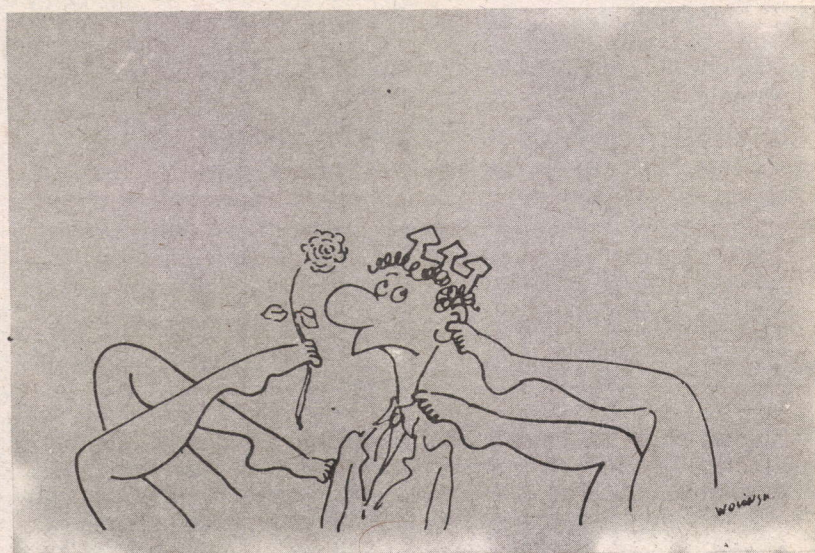
Le scénario du film est inspiré de la pièce du même nom, écrite par Wolinski, le dessinateur de L'Humanité.

Georges Le Roi a trente ans. Il fait un peu tous les métiers, selon ce que lui propose l'Agence pour l'emploi. Et comme il est très gentil... et très dragueur, toutes les filles tombent dans ses bras, de la serveuse de la cantine jusqu'à l'employée de l'ANPE. Il sait tellement bien faire les déclarations d'amour que l'une de ses conquêtes, sondeuse d'opinion et ayant le sens du commerce plus développé que les autres, en tire une affaire florissante : après avoir enregistré à son insu ses propos amoureux, elle vend cassettes, photos, tee-shirts, etc.

Pendant ce temps, Georges rêve de mariage, d'enfants... et d'une femme qui participe aux manifestations du MLF !

L'ensemble de cette histoire est raconté sur le mode truculent. Mais le fond de ce divertissement reste bien conformiste.

Roger PERIER



COMMUNIQUE

Bobino, le « théâtre de la chanson et du rire », 20, rue de la Gaîté, 75014 Paris, propose :

- Lundi 2 mars : « Les lundis de Bobino », avec Denise Legend, Philippe Lacoste, Jérôme Berrichon, Nicolas Peyrac.
- Lundi 9 mars : « Groupe Stilletos ».
- Lundi 23 mars : « Groupe Joli Garçon ».
- Lundi 30 mars : « Groupe Street Boys ».

Les spectacles commencent à 20 h 45 et le prix des places est de 50 francs.

Sélection télévision

Samedi 28 février

13 h 35. Des animaux et des hommes : Le scorpion. L'un des plus vieux animaux du monde... 18 h 05. A2. Chorus. Avec les Stray Cats, un groupe qui bouleverse, paraît-il, les traditions du rock.

20 h 30. FR3. Fidélité, l'opéra de Beethoven, filmé au théâtre antique d'Orange. Avec Gundula Janovitz, Jon Vicker, l'Orchestre Philharmonique d'Israël et Chœurs New Philharmonia de Londres sous la direction de Zubin Mehta.

20 h 35. FR3. Les cinq dernières minutes : Le retour des Coulons. Une enquête policière qui se déroule dans une petite ville minière du Nord.

Dimanche 1^{er} mars

16 h. FR3. Ecouter le pays chanter. « En passant par la Lorraine... » avec Catherine Sauvage.

17 h. FR3. Prélude à l'après-midi. Au programme : l'ouverture de

Coriolan et le 3^e concerto pour piano de Beethoven, interprété par le pianiste argentin Miguel Angel Estrella (qui fut emprisonné et torturé dans les geôles de Vidella).

18 h. FR3. Théâtre de toujours. L'école des femmes de Molière. Avec Bernard Blier et Isabelle Adjani.

20 h 30. FR3. Une histoire de médecine. Sixième épisode d'une série de huit. Le médecin, du notable au cabinet de groupe.

Lundi 2 mars

20 h 30. TF1. Casque d'or, film de Jacques Becker, avec Simone Signoret et Serge Reggiani. Une histoire d'amour au milieu des truands, dans le Paris populaire de la fin du 19^e siècle. Un grand classique.

20 h 30. FR3. Airport. Film américain d'après le roman d'Arthur Hailey. Un aéroport pris sous une tempête de neige, un avion qui explose en plein vol... L'un des premiers « films-

catastrophes ». Les ficelles sont un peu grosses, mais au moins on apprend comment fonctionne un aéroport.

Mardi 3 mars

18 h 55. FR3. Tribune de Lutte Ouvrière avec Arlette Laguiller.



Face à la crise économique et aux dangers qu'implique sa prolongation, la solution n'est pas dans les urnes, mais dans les luttes.

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran seront consacrés au rôle du père dans l'éducation des enfants, et aux rapports entre pères et enfants. Eh introduction, le film Monsieur Papa, avec Claude Brasseur, d'après le livre de Patrick Cauvin, et qui met en scène un père divorcé qui a la garde de son fils. Participeront au débat Daniel Goldenberg, auteur de Papa-Poule, Geneviève de Parceval, psychologue, un pédiatre, un journaliste.

Mercredi 4 mars

22 h. TF1. La rage de lire. La justice entravée. Participeront à

l'émission Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, François Romeiro, le président de « Légitime défense », mais aussi Casamayor, auteur de A vous de juger, et Thierry Lévy, auteur de Le désir de punir, qui feront, on l'espère, figure d'accusateurs.

Jeudi 5 mars

20 h 35. A2. Jeudi-Cinéma. Le genou de Claire, film d'Eric Rohmer. Un « conte moral », l'histoire d'un homme qui, au moment de se marier, est tenté par une autre femme...

Vendredi 6 mars

20 h 35. A2. Molière, le film d'Ariane Mnouchkine, diffusé en cinq épisodes. La vie et l'œuvre de Molière, et un regard sur son époque. Première épisode : l'enfance et l'adolescence de Molière.

« Houston, Texas »

de François Reichenbach

En 1979, François Reichenbach est allé tourner à Houston, la plus grande ville du Texas, un film sur la criminalité qui gangrène cette cité américaine. Faisant équipe avec un commissaire de police aux allures assez bon enfant, il a suivi plus particulièrement une affaire, celle de Charley Bass, un jeune délinquant qui a tué un flic en tentant d'échapper à un contrôle de police.

Les personnages du film ne sont pas des acteurs, mais les protagonistes réels de cette affaire ; et les différentes scènes ont été prises sur le vif. Le caractère authentique du drame confère tout son intérêt au film, au risque de faire quelques concessions au voyeurisme.

Depuis l'annonce du meurtre d'un policier jusqu'à la condamnation à mort de son assassin, nous suivons le cheminement d'un individu qui suscite bien plus la pitié que l'horreur. Quelques moments assez émouvants, lorsque le réalisateur du film se trouve en tête à tête avec Charley, montrent un homme qui n'a jamais été intégré à la société, qui a agi sans trop comprendre ce qu'il faisait (« Parfois la tête dit une chose et le corps en fait une autre » déclare-t-il), et qui, face à la condamnation qui le guette, ne sait que répéter : « J'ai peur ».

De l'autre côté, nous voyons des policiers affables... devant la caméra, et bien décidés à retrouver celui qui a tué l'un d'entre eux, afin qu'il soit jugé et condamné à mort. Du côté des honnêtes gens, nous voyons aussi bien les parents de la victime, chrétiens convaincus, qui se refusent à juger — et donc à condamner Charley —, que l'amie du meurtrier ou le présentateur de la télévision locale qui réclame la peine de mort pour l'assassin d'un policier.

François Reichenbach lui-même ne se prononce pas pour



ou contre la peine de mort. Aussi il n'est pas étonnant que le film ne fasse pas figure de plaidoyer dans un sens ou dans un autre. On nous montre simplement des individus, avec leur passé, leurs convictions, et leurs réactions face à un banal fait divers qui tourne à la tragédie.

Une journaliste de Houston, qui était chargée de guider l'équipe pendant le tournage, soulève la question que semble poser le film, sans y répondre : l'assassin et la victime ont tous deux grandi dans le même voisinage. Ils sont issus du même milieu social : les pauvres Blancs. Comment se fait-il alors que l'un ait « mal tourné » ?

Mais il est bien évident que les flics comme les gangsters et les assassins sortent du même milieu social, car ce n'est certes pas parmi les bourgeois que la police recrute ses membres ! De même, il n'est pas non plus surprenant que, dans les grandes villes américaines comme Houston mais aussi comme Détroit, Chicago ou New York, le taux de criminalité soit particulièrement élevé, et que les policiers lancés aux trousses des assassins soient, d'ailleurs, eux aussi, rapides à jouer de la gâchette et à abattre purement et simplement ceux qu'ils pourchassent. Si vols, crimes, assassinats sont

aussi fréquents et nombreux, c'est bien parce que dans les grandes villes s'étale le luxe tapageur des nantis, face aux bidonvilles et à la misère des plus démunis. Ainsi par exemple, à Houston, l'été dernier, lors de la vague de chaleur, plus d'une centaine de pauvres, barricadés chez eux de crainte des cambrioleurs et trop pauvres pour se payer un ventilateur, succombaient, victimes de températures exceptionnellement élevées. Pendant ce temps, au centre-ville, la bonne société pouvait à loisir s'adonner aux joies du patin à glace dans une patinoire à air conditionné, ou continuer à pratiquer son jogging sur des pistes elles aussi à air conditionné.

Certes, le film de Reichenbach ne montre ni ne donne toutes ces explications. Mais, avec Charley Bass, il suit l'itinéraire d'un homme comme il y en a tant d'autres dans les grandes villes américaines, un « pauvre mec », même s'il est devenu un assassin. Et si son film n'est pas un plaidoyer contre la peine de mort, le spectateur ne peut s'empêcher de ressentir combien l'exécution de cet homme terrorisé et lamentable serait odieuse.

Hélène DURY

« Rude boy »

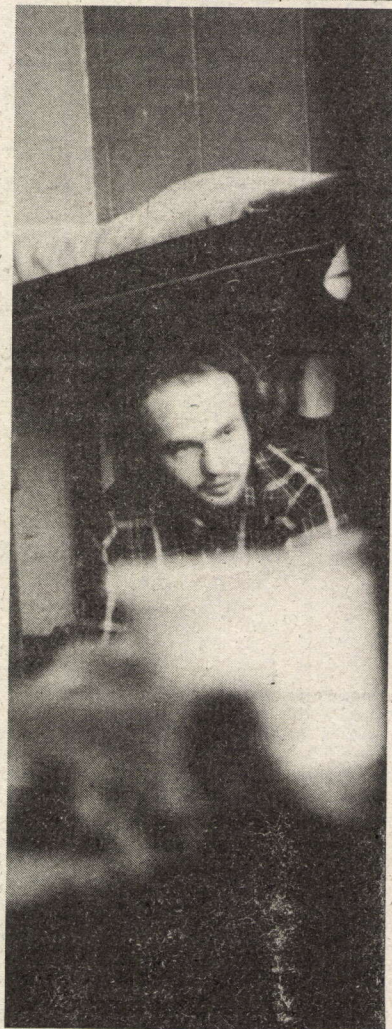
A travers l'ascension d'un groupe rock, « The Clash », le film nous fait découvrir la vie de jeunes dans l'Angleterre d'aujourd'hui.

Un jeune marginal, Ray, tour à tour chômeur et vendeur dans un sex-shop de Soho, s'arrange pour suivre la tournée du groupe rock encore à ses débuts. Ray est un paumé, tient des propos racistes. Il est hostile à ce que les « Clash » mêlent le rock et la politique et veulent, à travers leurs chansons, dénoncer cette société qui les opprime. « Le pouvoir appartient aux riches, mais nous pouvons le leur arracher » crient les « Clash ». Ray, lui, rêve de devenir riche. Ce qu'il veut, c'est rouler en limousine et avoir sa villa à Beverly Hills. Mais, s'il n'est pas d'accord avec les textes des « Clash », il aime leur musique et l'ambiance survoltée de leurs concerts.

Rude boy n'est pas seulement un film sur les concerts des « Clash ». Leurs chansons de révolte sont illustrées par des scènes d'actualité qui montrent l'Angleterre de ces dernières années, rongée par le racisme et le chômage : au cours d'une campagne électorale, les néo-nazis du Front National défilent sous l'œil goguenard des flics ; la police contrôle, tabasse les jeunes et surtout les Jamaïcains, nombreux à Brixton, un quartier de Londres ; Margaret Thatcher, devant un parterre de notables, réclame des moyens accrus pour la police ; etc.

Les réalisateurs n'ont pas cherché à démontrer, mais à montrer. Certaines scènes peuvent paraître un peu longues, mais **Rude boy** constitue un témoignage intéressant sur une fraction de la jeunesse anglaise actuelle.

Pierre CHAMBEY



Sélection

dans les salles parisiennes

Films récents...

EUGENIO.
de L. Comencini.

Un conflit entre des parents séparés et qui ne veulent ni l'un ni l'autre sacrifier à leur carrière et à leur mode de vie leur jeune garçon qu'ils délaissent.

Impérial 2°. Quartier-Latin 5° (vo). Hautefeuille 6°. Montparnasse 83 6°. Colisée 8° (vo). Saint-Lazare-Pasquier 8°. Athéna 12°. Nation 12°. Sept-Parnassiens 14° (vo). Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Mayair 16° (vo).

BRUBAKER.
de Stuart Rosenberg.

Le directeur d'un pénitencier est révoqué après avoir vainement tenté d'en humaniser le fonctionnement. Une description saisissante de l'univers carcéral.

UGC-Opéra 3°. Odéon 6° (vo). Biarritz 8° (vo). Marbeuf 8° (vo). Miramar 14°. 14 Juillet 15° (vo).

L'OR DANS LA MONTAGNE.
de E. Olmi.

Un témoignage sur les condi-

tions de vie de certains paysans italiens au sortir de la guerre.

Racine 6° (vo).

LE RISQUE DE VIVRE.
de G. Calderon.

Documentaire sur la vie et la sexualité des animaux. Des images remarquables par leur beauté et leur diversité.

Panthéon 5°.

LE DERNIER MÉTRO.

de F. Truffaut.

Pendant l'Occupation, un directeur de théâtre juif parvient à poursuivre clandestinement son travail...

Movies-les-Halles 1°. Berlitz 2°. Quintette 6°. Publicis-Saint-Germain 6°. Marignan 5°. Montparnasse-Pathé 14°. Saint-Charles-Convention 15°. Paramount-Maillot 17°.

LES FOURBERIES DE SCAPIN.

de R. Coggio.

La pièce de Molière transposée au cinéma, avec, en toile de fond, les réalités sociales de Naples au XVII^e siècle.

Gaumont-Richelieu 2°. L'Épée-de-Bois 5°. France-Elysées 8°. Athéna 12°.

THE BLUE BROTHERS.
de J. Landis.

Une comédie loufoque, tournant en dérision les flics et le racisme sur des musiques de jazz, avec la participation de Ray Charles, John Lee Hooker, James Brown.

L'Épée-de-Bois 5° (vo). Marbeuf 8° (vo).

... et moins récents

LE TROUPEAU.

de Z. Okten.

A travers l'histoire d'une famille de bergers nomades chassée de ses terres par la misère, un témoignage sans complaisance sur la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet 6° (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.

de F. Brusati.

Un émigré italien en Suisse. Du rire à l'émotion.

Champo 5° (vo).

AMERICA, AMERICA.
de E. Kazan.

Un jeune Grec et un jeune Arménien tentent par tous les moyens de gagner l'Amérique pour fuir les persécutions qui frappent leurs communautés en Turquie à la fin du siècle dernier.

Noctambules 5° (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU.

de M. Forman.

Une satire grinçante de l'hôpital psychiatrique.

Palais-des-Arts 3° (vo).

RETOUR.

de H. Ashby.

Le retour des soldats américains du Vietnam.

Saint-Séverin 5° (vo).

SAMEDI SOIR DIMANCHE MATIN.

de K. Reisz.

Vie et révolte d'un jeune ouvrier en Angleterre.

Olympic 14° (vo).

THE ROSE.

de M. Rydell.

D'après la vie de la chanteuse

américaine Janis Joplin. Un film sur la déchéance d'une star du rock'n'roll.

Kinopanorama 15° (vo)

LES DAMNÉS.

de L. Visconti.

L'histoire d'une puissante famille industrielle allemande dans les années de la montée du fascisme.

Studio-Galande 5° (vo). Calypso 17° (vo).

FAMILY LIFE.

de K. Loach.

Une jeune fille qui refuse le conformisme familial... jusqu'à la folie.

Saint-Ambroise 11° (vo).

MACADAM COW-BOY.

de J. Schlesinger.

Un jeune cow-boy découvre la dureté des villes américaines.

Champo 5°.

PANIQUE A NEEDLE PARK.

de J. Schatzberg.

A New York, deux jeunes drogués se débattent pour vivre, malgré la drogue.

Boîte-à-Films 17° (vo).

EXPOSITION

« Les guerriers Ts'in » au « Printemps »

Sept magnifiques statues en argile cuite (cinq guerriers et deux chevaux grandeur nature) sont exposées au 4^e étage des magasins du Printemps. Ils proviennent du plus grand site archéologique découvert récemment. En mai 1974, des fermiers partis chercher de l'eau trouvèrent une chambre souterraine. A l'intérieur : des cavaliers, des chevaux. C'était le fabuleux tombeau en forme de tumulus du premier empereur chinois, Che Houang-Ti, le fondateur de la dynastie Ts'in, d'où est venu le nom de la Chine, et qui régna de 221 à 206 avant J.C.

Les sept statues exposées font partie d'une armée de 7 000 guerriers, chars de guerre, chevaux, rangés en colonne, qui constituaient la troupe chargée de protéger Che Houang-Ti au-delà de la mort.

Les guerriers d'argile Ts'in ont été modelés un par un et constituent de véritables portraits. 700 000 esclaves auraient travaillé à l'édification de ce tumulus construit près du palais d'Anyang. Che Houang-Ti (littéralement : le premier des empereurs), après avoir détruit la puissance des féodaux et unifié la Chine grâce à la puissance de sa cavalerie et de ses fantassins, voulut instaurer un empire millénaire.

Son Etat, militaire et centralisé, dirigé par des fonctionnaires, unifia les mesures, la monnaie de cuivre, l'écriture et même la largeur des essieux des chars. L'aggravation des conditions de vie de la paysannerie, le développement de l'artisanat urbain et celui d'une aristocratie de mandarins suivirent l'instauration de la paix. Pour protéger le territoire, des centaines de milliers d'hommes furent embrigadés et des milliers moururent pour achever de construire la grande muraille de Chine qui, sur 2 500 km, devait opposer une barrière infranchissable aux « démons », c'est-à-dire aux Huns et aux Mongols.

La dynastie Ts'in prit fin à la mort de Che Houang-Ti, mais l'empire chinois, lui, dura jusqu'à la révolution chinoise de Sun Yat Sen en 1911.

Ne manquez pas d'aller voir les guerriers Ts'in au Printemps (magasin du Havre, 61, bd Hausmann, 4^e étage). C'est gratuit, et l'exposition se termine le 28 mars.

GIL LANNOU



PEINTURE :

« Gainsborough »

C'est au rez-de-chaussée du Grand-Palais que se tient une petite rétrospective (70 toiles environ et une cinquantaine de dessins et gravures) des œuvres de Gainsborough, peintre anglais du XVIII^e siècle.

Gainsborough fut le peintre de la bonne société anglaise, des bourgeois et des aristocrates londoniens, et devint même le peintre attitré de la Cour.

Pourtant, au contraire de ses confrères de la « Royal Academy », il ne peignait pas des portraits conventionnels et arrangés. Ce qui le préoccupait, c'était la ressemblance et le fond sur lequel se détachait son modèle, le plus souvent un paysage qui suggérerait un climat ou un état d'âme.

D'ailleurs, Gainsborough fut surtout un peintre de la nature. Il imaginait les paysages à partir de branches, de feuilles, de pierres ou d'un éclat de miroir qu'il



disposait dans son atelier. Il peignait alors, dans des tons chauds, des sous-bois ou des jardins baignés de brume, avec parfois un sujet paysan, mais toujours idéalisé, toujours beau.

Et cela donne, au bout du compte, des toiles délicates et raffinées, mais aussi figées,

attendant d'être pendues dans des salons cossus. C'est peut-être là ce qui fait que l'exposition nous laisse un peu froids.

Annick MORIZET

Au Grand-Palais, entrée 12 F, tous les jours (sauf mardi), de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h.

THEATRE

« Le bal »

par le Théâtre du Campagnol

La troupe du Théâtre du Campagnol, qui récemment avait présenté *En r'venant d'l'expo*, vient de créer un nouveau spectacle : *Le bal*.

Les comédiens font revivre sous nos yeux toute une série de bals : un bal à la Libération, en 1945 ; dans une boîte de Saint-Germain-des-Prés à la grande époque du jazz et du blues ; dans un dancing ; un bal de quartier pendant la guerre d'Algérie ; et un « pot » dansant dans une entreprise à l'occasion d'une fête.

Aucun texte, pas une parole pendant tout le spectacle. Uniquement la musique et le talent des comédiens. Car il leur en faut, du talent, pour réussir à nous conter une et même plusieurs histoires sans utiliser le moindre mot. Et pourtant, tout y est. Les différents personnages sont campés par leur costume et

leurs mimiques. Leur personnalité, leur appartenance sociale et même les événements de l'époque transparaissent au travers de leurs comportements. On distingue tout de suite le « collabo » du résistant, le blouson noir de l'existentialiste de Saint-Germain-des-Prés, le petit chef du patron ou de l'employé, etc. Les sentiments et les états d'âme même sont exprimés : la joie de la fête et de la danse, la tristesse de ceux qui traînent au bal leur solitude, la suffisance et le mépris du « petit chef » engoncé dans son rang hiérarchique...

Un spectacle sans parole, mais plein de vie, de mouvement et de musique, où l'on rit et s'émeut à la fois.

Sophie GARGAN

Le spectacle a lieu tous les soirs à 21 h au Centre Technique Municipal d'Antony jusqu'au 15 mars seulement. Prix : 25 F.



CAFÉ-THÉÂTRE

Marianne Sergent

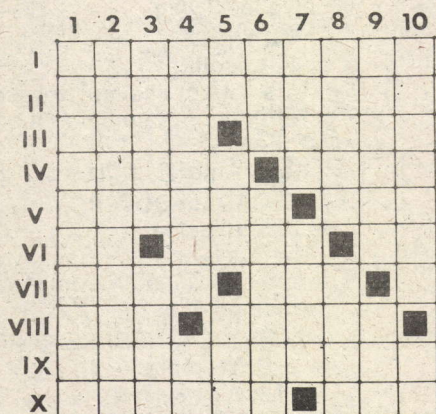
Le dernier monologue-spectacle de Marianne Sergent est dans la lignée de ses précédents : un mélange de cocasserie et d'émotion, entrecoupé à dessein de grosses vulgarités pas propres à entendre et de tout aussi grosses vérités pas bonnes à dire. Et on prend un réel plaisir à l'écouter exprimer,

avec les mots et les tics d'aujourd'hui, ces quelques vérités qu'on n'entend rarement mais qu'on pense souvent.

A.M.

Au Théâtre de la Roquette, rue de la Roquette, tous les soirs sauf dimanche et lundi à 20 h 30. Prix : 35 F.

Mots croisés



HORizontalement. — I. S'accompagne de grands tralalas. II. Un temps à ne pas mettre un chien dehors. III. De tête ou de pied. Frisé. IV. On y passe malgré tout. Circule dans les Alpes. V. S'afflige. Moi, pour un psychanalyste. VI. Interjection. Cheminée dans la nature. Gagne la bataille. VII. Néglige. S'apprécie quand il est gros. VIII. Un début de néphrite. Bien accueilli. IX. Impossible de l'esquiver. X. Chaume. Une forme d'avoir.

VERTICALEMENT. — 1. Beaucoup de bruit pour rien. 2. Pierres qui roulent et s'amassent, avec ou sans mousse. 3. Roulante, elle peut quand même être très monotone. Permet de faire de jolies bottes. 4. Qu'il faut honorer. Mais pas nécessairement regardé. 5. Note. Grosse tranche de vie. Argile colorée. 6. Jamais autrefois. S'emporte. 7. Parfum. Arbre à la noix. 8. Vieil Espagnol. Fait un malheur pour le bonheur de son auteur. 9. Sorte de lama d'Amérique du Sud. A donc un siège. 10. Excès de globules. La suite le suit toujours.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	T	R	A	T	A	G	E	M	E
II	P	E	O	N		B	R	U	I	T
III	E	C	L	A	B	O	U	S	S	E
IV	C	H	E		A	N	E	E		T
V	U	N		E	N	D		B	E	E
VI	L	I	T		C	A	P	E	T	
VII	A	C	E	T	O	N	E		E	S
VIII	T	I	T	O		C	R	A	N	E
IX	I	T	O		E	L	I	D	E	
X	F	E	N	T	E		E	L	U	S

« Les contes de grand-père Schlomo »

de Lionel Rocheman

Ce livre reprend les histoires que Lionel Rocheman raconte dans son spectacle. Il s'agit de la chronique d'un petit village juif polonais à la fin du 19^e siècle. Grand-père Schlomo y est tailleur. Mais tous les Juifs ne sont pas tailleurs : il y a les paysans, le cordonnier, l'épicier, comme dans tout village ; il y a le rabbin, bien sûr, et les mendians.

Et ces Juifs polonais ont un trait commun, qui ne cadre vraiment pas avec les préjugés antisémites courants : ils sont tous pauvres.

Mais ces pauvres, tels que les décrit Rocheman en tout cas, sont philosophes. Leur philosophie, c'est une manière de survivre dans la misère et l'oppression. On y trouve une bonne dose de fatalisme, mais aussi une façon plaisante de considérer les choses, d'ironiser sur tout, y compris sur soi-même. C'est cela qui fait le fond du fameux « humour juif ».

C'est ainsi qu'une vieille plaisanterie yiddish est celle de l'homme qui sanglote le plus fort à l'enterrement de Rothschild. Comme on lui demande s'il est de la famille du défunt, il répond « **Non, justement** ». De même, la tartine tombe-t-elle toujours du côté beurré ? C'est que vous la beurrez toujours du mauvais côté, etc. Il y a aussi les thèmes qui font partie du folklore, notamment celui de la « mère juive », source d'innombrables histoires drôles.

On ne sait pas trop, dans le livre de Rocheman tout comme dans son spectacle, ce qui revient à « l'humour juif » et ce qui revient à l'humour personnel de l'auteur. Mais le résultat est là, et ce n'est vraiment pas triste !

Jean-Louis CHAMPENOIS

Les contes de grand-père Schlomo de **Lionel Rocheman**. Coll. Stock. 175 pages 55 F environ.

« Les tilleuls de Lautenbach »

de Jean Egen

Dans ces « **Mémoires d'Alsace** » (puisque tel est le sous-titre de son livre), Jean Egen parle de sa famille.

Tout commence pour lui le jour où l'institutrice d'une école maternelle le traite de « **sale tête de boche** ». Il a cinq ans en 1925, époque où tout, autour de lui, est encore marqué par la guerre de 14-18 et l'idée de « **revanche** » : chansons, gravures, etc., conspuent les Allemands. Mais le petit Changala (Jean, en alsacien) ne fait que découvrir ce que son père et son grand-père ont connu avant lui, dans d'autres circonstances.

Changala est partagé entre un père aussi patriotique que catholique et un oncle aussi germanophile que mécréant. Pourtant, ce qu'il apprend du passé comme de la vie va se charger d'ébranler toutes les idées reçues. Son père et son grand-père, Alsaciens catholiques et patriotes, se sont retrouvés en compagnie de Zola et des francs-maçons pour jurer de l'innocence de Dreyfus, cet autre Alsacien que « **tous les chefs de l'armée et les prin-**

ces de l'Eglise proclament coupable » de trahison. La guerre de 14-18 a conduit l'un de ses oncles parmi les « **poilus** » de Verdun, tandis qu'un autre a servi parmi les « **casques à pointe** ». Et puis celle de 39-45 envoie mourir l'un de ses cousins sous l'uniforme allemand, tandis qu'un autre meurt déserteur et qu'un autre encore disparaît en déportation. Son oncle, lui, est interné par les Français à Schirmeck en Alsace. Changala lui-même, accusé en juin 1946 d'avoir déserté l'armée de Vichy, se retrouve prisonnier à Marseille en compagnie d'un ancien chef de la Gestapo.

Egen veut souligner l'absurdité de tous les uniformes, de tous les fanatismes, de tous les patriotismes. Lui ne choisit pas son camp, ou plutôt il choisit celui des fêtes, des festins, des jeux, de la nature, tels qu'on les trouve en Alsace et tels qu'ils nous les dépeint avec tendresse.

Patricia MULLAN

Les tilleuls de Lautenbach de **Jean Egen**. Ed. Stock. 320 pages. 40 francs environ.

« Rue des Mamours »

de Jacques Lanzmann



C'est par l'intermédiaire de Nicolas, neuf ans et demi, que l'on entre dans l'intimité des adultes de la rue de Lille à Saint-Germain-des-Prés. Que ce soit le père de Nicolas, manutentionnaire dans un supermarché, sa mère standardiste à la Samaritaine, l'épicier du coin, le marchand d'estampes « **air aux tiques** », le père de Mohammed, laveur de carreaux, le « **psikiatre** » de la rue, etc., tous ne pensent qu'à une chose : profiter des occasions pour s'envoyer en l'air. Nicolas et ses copains sont bien sûr toujours au courant des moindres histoires d'alcôves.

Le procédé qui consiste à faire parler un titi parisien de neuf ans et demi dans son langage, rappelle un peu le « **Momo** » de La vie devant soi d'Emile Ajar. Mais il ne suffit pas de le faire parler des « **pets des rastes** » ou des « **lèche bienne** » pour que le langage des adultes devienne de bons mots d'enfants. Et le Nicolas de Lanzmann en rajoute vraiment trop pour que cela ne devienne pas très vite affligeant.

Pierre CHAMBEY

Rue des mamours de **Jacques Lanzmann**. Robert Laffond. 234 p. 55 F environ.

« Mémoires d'une Chemise rouge »

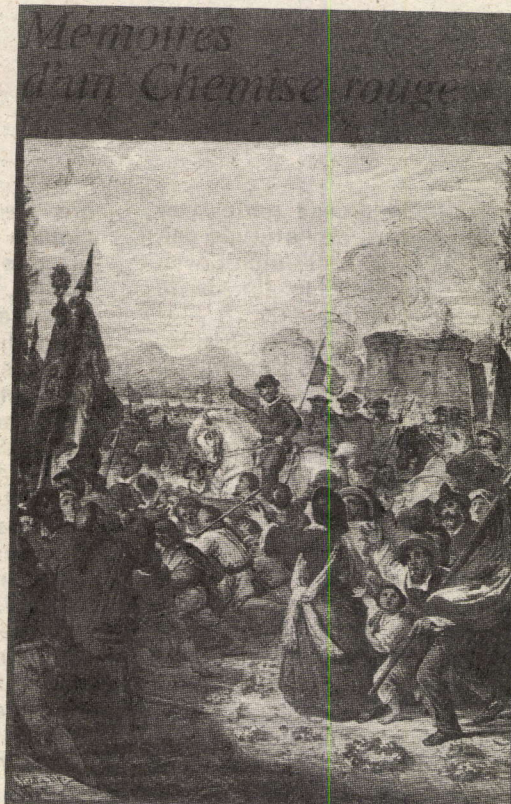
DE Giuseppe Garibaldi

Héros de l'unification italienne au siècle dernier, Garibaldi a participé à chacun des grands moments du *Risorgimento*, le mouvement nationaliste qui, de 1815 à 1867, finit par mettre un terme au morcellement de l'Italie et à la domination autrichienne sur certaines provinces du Nord. C'est en particulier lui qui, à la tête de volontaires levés dans la jeunesse patriote, s'empara de la Sicile en 1860, cette intervention militaire coïncidant avec une véritable insurrection populaire. Cet épisode, dit « **l'expédition des mille** », déclencha la grande offensive dirigée par le roi de Piémont-Sardaigne pour unifier la péninsule.

Dans ces *Mémoires*, ce n'est pas une histoire de l'unification italienne qu'on trouve, mais des récits de batailles, menées par Garibaldi depuis le moment où, fuyant la répression en Italie, il mit ses convictions républicaines au service de petites républiques insurgées d'Amérique du Sud, jusqu'aux batailles qui l'opposèrent, après « **l'expédition des mille** », aux troupes du Piémont.

A plus de soixante ans, Garibaldi fut prêt à reprendre la tête des volontaires pour défendre la jeune République française issue de l'effondrement du régime de Napoléon III. Elu à la Chambre des députés de Bordeaux par quatre départements français, Garibaldi en fut chassé, tout comme Victor Hugo, par la réaction qui y avait triomphé. Il prit partie pour les communards, continuant, en toute circonstance, à se faire le champion de la liberté.

Les récits multiples de batailles peuvent lasser le lecteur. Mais ils sont émail-



lés de remarques acerbes de Garibaldi sur les classes dirigeantes ; et le livre reste intéressant pour tout ce qu'il apprend sur cet homme et son époque.

Jean-Jacques FRANQUIER

Mémoires d'une chemise rouge, de **Giuseppe Garibaldi**. Ed. Maspéro. 417 pages.

« Prisonnier de Tombalbaye »

d'Antoine Bangui-Rombaye

L'auteur fut pendant dix ans ministre du dictateur du Tchad, Tombalbaye. Il raconte ici les trois ans qu'il passa en prison, de 1972 à 1975, date à laquelle un coup d'Etat militaire renversait Tombalbaye.

Antoine Bangui-Rombaye se présente lui-même sous le jour d'un homme honnête, soucieux, lorsqu'il était au gouvernement, de lutter contre la gabegie et la corruption : une coûteuse conserverie, installée dans une région sans viande, reste inutilisée et rouille ; une huilerie est édiflée dans une région sans arachides ; des emprunts disproportionnés sont contractés, etc., etc. ; toutes choses qui ont surtout l'intérêt de procurer de confortables commissions au dictateur et à ses amis. L'auteur raconte comment les préfets « **ramassaient pour eux-mêmes les impôts qu'ils réclamaient deux ou trois fois** » et admet que « **ces populations malmenées, frustrées dans leur dignité et leur travail, n'eurent d'autre recours que la rébellion** ». Seulement, la façon dont semble s'élever

contre tout cela celui qui fut le collaborateur de Tombalbaye pendant pas moins de dix ans (et donc le complice sinon l'artisan direct des exactions et des crimes du régime) est pour le moins choquante. Pendant toutes ces années, n'a-t-il pas été aux côtés de celui qu'il décrit comme un dictateur alcoolique et à demi-fou, qui obligea des milliers de citoyens à participer à de sanglantes caricatures de cérémonies d'initiation traditionnelles ?

Il reste qu'en relatant ses années de cachot, cet ancien ministre, aujourd'hui encore ambassadeur du Tchad en Roumanie, apporte un témoignage de ce que fut la dictature de Tombalbaye, non pas vue des cabinets ministériels, mais des prisons où sévissaient la faim, le dénuement et la torture.

Jean HAINAUT

Prisonnier de Tombalbaye d'Antoine Bangui-Rombaye. Editions Monde Noir poche. 160 pages. 14 F.

COMMUNIQUE

Le Comité de Soutien aux Indiens des Amériques (3, rue Clavel, 75019, Tél. : 203.12.85.) nous informe de la sortie du premier numéro du bulletin *Amérique Indienne*. Ce bulletin a pour but de diffuser des informations venant des organisations et des peuples indiens des trois Amériques, en ce qui concerne leurs luttes, leur pensée et leurs

prises de positions politiques. Une soirée films-débats aura lieu le 6 mars 1981 à 20 h 30, au siège du Comité, avec la projection de *Dene Nation et Mon pays est ma vie*.

Des représentants d'organisations politiques indiennes d'Amérique du Sud participeront aux débats. (participation aux frais : 10 F.)

De Carter à Reagan :

Changement de ton ou changement de politique ?

Toute la presse parle d'un durcissement de l'attitude des USA à l'égard de l'Union Soviétique, voire de la fin de la détente internationale.

Elle en voit pour preuve, dans l'actualité récente, le dégel des relations entre les USA et le Chili de Pinochet, les déclarations de dirigeants américains accusant des pays du camp soviétique d'armer en sous-main la guérilla du Salvador, la relance de l'aide militaire américaine à la dictature militaire qui écrase ce pays ou la menace, esquissée par un ministre de Reagan, d'un nouveau blocus de Cuba.

Certes, l'administration Reagan a durci le ton, répondant sans doute à l'attente d'une partie de l'opinion publique. Reagan n'avait-il pas mené toute une partie de sa campa-

gne électorale en se forgeant l'image de l'homme pur et dur, intransigeant vis-à-vis de l'URSS, capable de se faire craindre et respecter sur la scène internationale par opposition au portrait qu'il traçait de Carter: hésitant et velléitaire, mou, voire lâche vis-à-vis de l'URSS.

Quelques déclarations ne coûtent pas cher, et Reagan peut peut-être à bon compte satisfaire son opinion publique au moins sur ce plan-là. Mais au-delà, le ton dur adopté par la nouvelle administration implique-t-il un changement réel de la politique de l'impérialisme américain vis-à-vis de l'URSS ? Rien n'est moins sûr, du moins dans l'immédiat.

Reagan ne s'est-il pas déclaré « très intéressé » par la proposition de Brejnev de

reprandre le dialogue au sommet ?

Force est de reconnaître aussi que la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Iran par exemple n'a pas changé d'un pouce avec l'arrivée de Reagan qui s'est bien gardé de revenir sur les concessions que Carter s'était finalement résolu à faire. La politique américaine n'a pas changé non plus vis-à-vis de l'Afghanistan ou de la Pologne par exemple.

En fait, pour l'instant, c'est surtout vis-à-vis de l'Amérique Latine que Reagan multiplie les gestes de menace et brandit le bâton. Mais ce bâton, ses prédécesseurs l'ont-ils vraiment lâché ? Non ! Pas même ceux qui s'affichaient les plus libéraux, style Kennedy, ou ceux qui passaient pour les plus mous, style Carter.

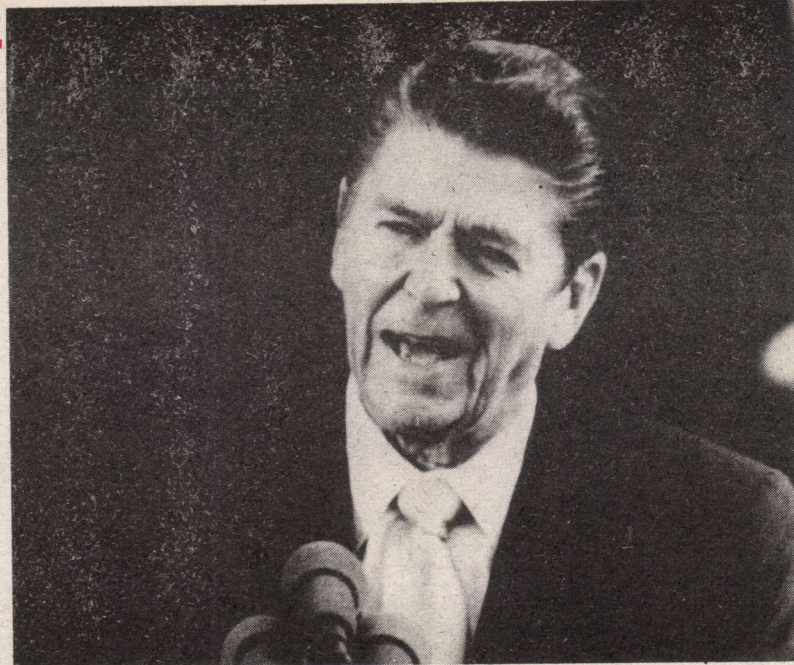
L'Amérique Latine est la

chasse gardée de l'impérialisme américain. Même aux grands jours de la détente entre blocs, l'impérialisme américain était particulièrement chatouilleux sur ce qui s'y passait, et prêt à mettre son poids dans la balance pour y préserver — ou pour y mettre en place — des régimes à sa botte. Carter lui aussi avait apporté son soutien à la junte salvadorienne, c'est Carter qui, au Nicaragua, a soutenu jusqu'à la dernière minute, la dictature sanglante de Somoza. Quant à Pinochet, c'est avec la bénédiction des Etats-Unis qu'il s'est emparé du pouvoir en 1973 et a écrasé le mouvement ouvrier sous sa botte. Et si Carter lui a battu froid, ce fut après que Pinochet ait couvert l'assassinat d'un opposant sur le sol même des USA. En reprenant l'aide au

régime de Pinochet, Reagan ne fait que renouer avec la politique de ses prédécesseurs, symboliquement interrompue quelques mois seulement. Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que les Etats-Unis soutiennent les pires dictatures pour défendre les intérêts de leurs industriels et de leurs banquiers, particulièrement en Amérique Latine. Un durcissement de la politique américaine ne pourrait signifier que l'intervention militaire directe à laquelle Carter n'a pas eu recours. Mais là ce qui a fait reculer Carter, ce n'est pas la volonté de mener une politique moins ferme, c'est tout simplement le risque de ne pas venir si facilement à bout de la détermination de tout un peuple.

Et cela aussi peut faire reculer Reagan.

Dominique CHABLIS



Barre et le chômage

Tu causes... tu causes

Très exactement deux mois avant les élections, Barre vient de pondre un nouveau plan de lutte contre le chômage en quatre points. Giscard est président depuis sept ans, Barre occupe le poste de Premier ministre depuis près de quatre ans et demi et à huit semaines des élections, les deux compères voudraient faire croire qu'ils détiennent des remèdes !

En fait, la crise, le chômage, ils n'y peuvent rien. Tout ce que peuvent ces pantins dérisoires, c'est s'agiter, discourir, lancer des chiffres, bâtir des raisonnements, faire des promesses en l'air, pour tenter de donner le change.

Barre « envisagerait » l'extension des départs volontaires à la retraite avec 70 % du salaire à partir de cinquante-huit ans (soixante ans actuellement) dans « certaines zones critiques ». Belle innovation en vérité, et encore Barre n'ose même pas s'engager fermement, il emploie le conditionnel. Cela, c'est pour le concret. Pour le reste, il ressort une de ses spécialités

maison : 400 000 jeunes vont recevoir une formation chaque année. Après trois pactes pour l'emploi successifs, il annonce une représentation supplémentaire de la comédie. Il faut bien qu'il dise quelque chose.

Puis vient l'un des clous de ce plan. Barre veut faciliter le chômage partiel. Il s'est en effet aperçu qu'en Allemagne, le taux de chômage partiel est trois fois plus élevé qu'en France. Il paraît que cela permet de limiter le chômage tout court. De l'homéopathie ou un cataplasme sur une jambe de bois ?

Enfin, dernier volet, le développement du travail à temps partiel. Avec salaire partiel, évidemment, en divisant un emploi et un salaire entre plusieurs travailleurs. Autrement dit une autre variété de chômage partiel, permanent celui-là.

Voilà la conférence de Barre l'autre jour dans son bureau de ministre. Hors de portée, pour l'instant, des deux millions de chômeurs que compte le pays.

P.V.

La peine de mort abolie pour les mineurs

En France, depuis le 4 février dernier, la peine de mort est légalement abolie pour les mineurs.

Mais, il ne faudrait surtout pas voir dans cette mesure un pas fait par Peyrefitte et le gouvernement français en direction de l'abolition complète de la peine de mort en France. Pas du tout. Elle n'a été prise — par ricochet en quelque sorte — que parce que le Parlement français a ratifié, en juin dernier, l'adhésion de la France aux pactes des Nations unies relatifs aux droits

de l'homme. En effet, l'un des articles du pacte international relatif aux droits civils et politiques l'interdit dans tous les pays adhérents, et donc, par voie de conséquence, l'interdit en France.

Les dernières condamnations à mort de mineurs avaient été prononcées en 1889 et... en 1975. Cette dernière concernait Bruno T., dix-sept ans, condamné pour le meurtre d'une septuagénaire. Il avait été gracié par Giscard.

Une telle peine contre des mineurs était donc devenue

extrêmement rare et n'était pas appliquée, même si l'arsenal répressif ne l'excluait pas. C'est peut-être ce qui explique que le gouvernement français ait accepté que soit ratifié le pacte des Nations unies incluant son abolition... en douce, sans publicité, et surtout sans que soit remise en cause l'existence de la peine de mort en France. Et on ne pouvait vraiment attendre rien d'autre de Peyrefitte et ses semblables.

L.P.

L'annonce de la candidature de Giscard cinéma sur grand écran

Sera-ce avant ou après le Mardi gras ? Il paraît que les stratèges en marketing électoral que s'offre Giscard ont hésité sur l'importante question de savoir quand il fallait, à la surprise générale, créer un effet de choc en annonçant sa candidature. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas dans quel sens ils ont tranché.

En tout cas l'artiste a prévu de se faire annoncer. Avant même son premier tour de piste, des spectateurs de mèche frappent du pied dans la salle et réclament leur vedette. Ainsi cette fantomatique « Association pour

la Démocratie », qui fait un petit tour de piste à chaque élection. On avait vu leurs placards lors des législatives de 1978. Les revoilà qui se sont étalés dans quarante journaux mercredi 25 et jeudi 26 février, pour supplier « Monsieur le Président, pour la France soyez candidat ».

Côté intendance, tout est prêt aussi. Affiches, tee-shirts et badges sont fabriqués. Le PC électoral du candidat est installé sur six étages et 1750 m² rue de Marignan, près de l'Elysée. Giscard fait en effet dire qu'il tient à ce qu'il n'y ait pas de confusion

entre le candidat et le président. C'est sans doute pourquoi son état-major électoral officiel comportera deux ministres pas débordés par le travail, Jean-François Deniau et Philippe Lecat, et un préfet. Cela, c'est pour la façade. Pour le reste, comme d'habitude, Giscard pourra compter sur les préfets pour faciliter ses déplacements et remplir les meetings électoraux, sur les fédérations patronales pour garnir les caisses et sur les Renseignement Généraux pour réaliser des sondages.

P.V.